ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1459 - 21 juin 1996 - prix : 9 F

HERNANDEZ - GAMMA

FARCE ÉLECTORALE EN RUSSIE SUR FOND DE CRISE

A Moscou, à Paris, à Berlin, les travailleurs doivent prendre leur sort en mains

Droits des femmes :

Quémander un quota ou se battre pour imposer une réelle égalité ?

M 6189 - 1459 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – Les salaires (de crise) des patrons
– Moulinex et l'emploi

5 – Farines contaminées : la démente loi du profit contre la santé publique
– Courrier : à propos de la maladie de la vache folle

6 – Manifestation des sans-papiers

7 – Pollution : transports parisiens gratuits, plus chers le reste du temps

16 – Le «Manifeste des dix pour la parité» et la cause des femmes
– Communiqué : 25e jour de grève à l'AVFT

Tribune

6 – Russie: le capitalisme réel aux urnes

Politiciens

7 – Droite et gauche face au Front National

Dans le monde

8 – Russie : après le premier tour des élections

9 – Allemagne : manifestation contre le plan d'austérité
– Solidarité avec les prisonniers politiques de Turquie et du Kurdistan

Santé et société

10 – Sidaction 96
– Roussel-Uclaf-Romainville

Dans les entreprises

11 – Alcatel Submarcom
– BATA – Moussey
– Renault – Cléon

12 – Hospices civils de Lyon
– Maternité du CHU d'Angers
– RER ligne C

13 – Cotelle
– Centres de tri parisiens
– La Poste – Creil

Il y a 40 ans

14 – Publication du rapport Khrouchtchev

Lire/Voir

15 – Livre : *Histoire des Noirs américains au XXe siècle*
– Film : *un Héros ordinaire*

Il y a 80 ans,

VERDUN, L'ENFER ET LA BARBARIE DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

A l'occasion des cérémonies officielles du quatre-vingtième anniversaire de la bataille de Verdun, politiciens, avec Chirac en première ligne, journalistes et écrivains ont rivalisé de commentaires sur les « *défenseurs héroïques* » de la ville, le « *courage des poilus* », la « *victoire de la nation française* », « *Pétain, le sauveur de Verdun* » et de déclamations sur la paix et « *l'amitié entre les peuples français et allemand* » qui serait symbolisée… par les quinze mille tombes et le monument de Douaumont où se mêlent les ossements des soldats qui s'affrontèrent autour de cette position en 1916.

La bataille de Verdun fut une boucherie qui fit près d'un demi-million de victimes, dont 270 000 Français et 230 000 Allemands, et elle reste le symbole des souffrances endurées par tous ceux qui croyaient « mourir pour la patrie » et moururent pour leur bourgeoisie et un nouveau partage du monde entre les grandes puissances impérialistes.

En 1915, l'armée française avait mené des offensives sanglantes pour « *percer* » le front figé sur des centaines de kilomètres. Le 21 février 1916, c'est l'état-major allemand qui lança l'attaque à Verdun pour à son tour « *saigner à blanc* » l'adversaire.

Dès les premiers affrontements, le sol bouleversé, crevassé, haché par les obus ne fut qu'un immense cimetière où se côtoyaient les morts et les vivants des deux camps. De jour comme de nuit, dans le brouillard des gaz et la fumée des explosions incessantes, dans le froid de l'hiver, la boue du printemps puis la chaleur de l'été, les soldats vécurent des heures d'atroces souffrances, sautant de trou d'obus en trou d'obus, piétinant leurs camarades blessés ou morts. L'un deux écrira : « *Ils ne pouvaient manger, à cause des cadavres et des vers ; (…) ils ne se nourrissaient que de peur, ne subsistaient que de courage… Ils voulaient ne plus se voir, ne plus penser, ne plus entendre, en avoir fini…* ». Le manque d'eau était permanent, au point que des soldats burent leur urine. La privation de sommeil était tout aussi insupportable, et nombre d'hommes perdirent la raison dans un tel enfer.

Ph Roger Viollet

Un soldat allemand retrouvé vivant parmi les cadavres et fait prisonnier, aux Eparges.

Des deux côtés, le même mot d'ordre : toute position perdue devait être reprise. Pour le communiqué, des hommes furent lancés des dizaines de fois dans d'atroces combats sous un déluge d'acier, et bien souvent sous les tirs de leur propre artillerie. Une odeur infecte imprégnait chaque mètre carré de terre, mêlant les relents de gaz toxiques, la sueur, le sang, les cadavres en putréfaction, les détritus et les excréments. Quantité de blessés moururent de gangrène ou d'épuisement après s'être traînés de trou en trou.

Jusqu'en décembre 1916, Verdun fut un véritable charnier. Les statistiques indiquent deux fois plus de morts non identifiés, dont l'ossuaire de Douaumont abrite une partie des restes, que de morts identifiés.

Ces jours d'horreur provoquèrent les premières mutineries d'importance au sein des troupes françaises, révoltes qui annonçaient celles qui éclatèrent au printemps 1917. Des soldats fraternisèrent. « *Sur certains points du front des relations se sont établies entre des militaires français et allemands. Il est du devoir du commandement de proscrire ces relations, quel qu'en soit le but, et de les réprimer avec la dernière énergie* », rapportaient les autorités militaires le 12 septembre 1916.

Verdun ce n'est pas le symbole de l'héroïsme, mais un des épisodes de la barbarie capitaliste au cours de ce siècle, qui en a connu bien d'autres.

Pierre DELAGE

Lutte Ouvrière dans votre ville

Venez discuter avec nos militants

Samedi 22 juin :

ILLKIRCH (Bas-Rhin)
Place du marché (près de la Mairie)
de 10h à 18h

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 15 200 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil – 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE.– LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

FARCE ÉLECTORALE EN RUSSIE SUR FOND DE CRISE

A Moscou, à Paris, à Berlin,

LES TRAVAILLEURS DOIVENT PRENDRE LEUR SORT EN MAINS

A l'approche de l'élection présidentielle russe, la presse occidentale a joué à se faire peur, en présentant volontiers le duel opposant les deux principaux candidats, Eltsine et Ziouganov, comme déterminant pour l'avenir de la Russie.

En réalité, il n'y a pas grande différence entre les deux. Eltsine, le faux « démocrate », a certes plus ouvertement pris pour modèle le capitalisme à l'occidentale. Ziouganov, le faux « communiste », déguise encore sa volonté de défendre les privilèges des couches dirigeantes sous des discours soi-disant socialistes. Mais en fait, tous les deux sont issus de cette même couche de parasites qui, dans la deuxième moitié des années 1920, a profité du reflux de la vague révolutionnaire de 1917 pour s'emparer en URSS du pouvoir aux dépens des travailleurs. Sous Staline comme sous Brejnev, ces gens-là aspiraient depuis longtemps à devenir propriétaires des moyens de production, à l'image des bourgeois américains, français ou allemands.

Parce qu'ils craignaient malgré tout les réactions de la classe ouvrière, ils ont pendant des décennies abrité la défense de leurs privilèges sous des discours pleins de références formelles au « communisme ». Mais depuis une dizaine d'années, ils ont jeté le masque et se sont faits les chantres de « l'économie de marché », c'est-à-dire du capitalisme.

Cette politique, qui a mené à l'éclatement de l'URSS, s'est traduite par un appauvrissement accru de toute la population laborieuse. Pendant que les privilégiés s'enrichissaient de manière éhontée, la classe ouvrière a vu le chômage se développer, les salaires s'effondrer pendant que les prix flambaient, les travailleurs sans emploi et les retraités sombrer dans la misère. Il n'est pas étonnant que la politique de ceux qui rêvent de rétablir le capitalisme en Russie ait eu ces conséquences : cette accumulation de la richesse à un bout de la société et de la misère à l'autre est justement ce qui se passe aussi dans les pays capitalistes !

Nous sommes bien placés pour le savoir. Nous vivons dans un pays riche. Les capitalistes y font des affaires florissantes, sur lesquelles des scandales répétés lèvent de temps en temps un coin du voile. Mais en vingt ans le chômage s'y est développé à tel point que cinq millions de travailleurs y sont aujourd'hui privés d'emploi, avec tout ce que cela signifie comme baisse du pouvoir d'achat pour la population laborieuse. Et la classe ouvrière y subit des attaques directes du patronat comme du gouvernement contre son niveau de vie, ses conditions de travail, ses retraites et un régime de protection sociale qui coûte de plus en plus cher aux travailleurs en offrant des prestations de plus en plus insuffisantes.

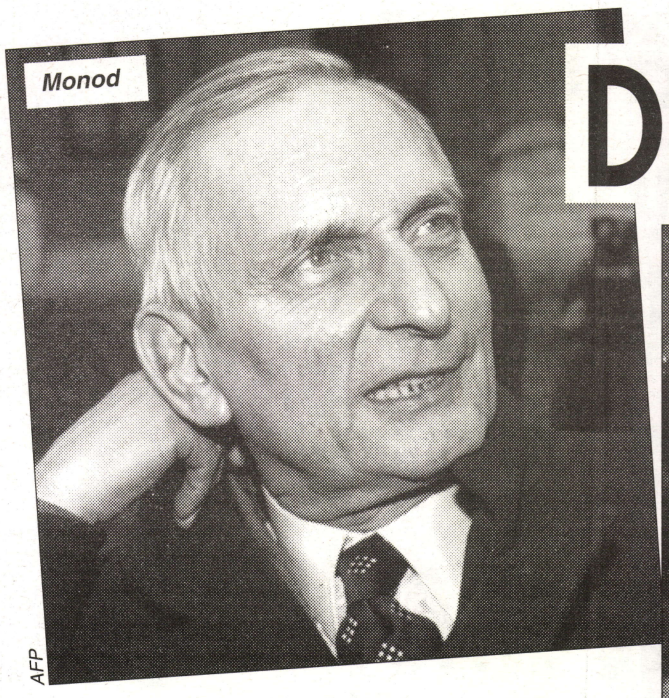
Mais la France n'est pas une exception. Le plan Juppé a par exemple son pendant de l'autre côté du Rhin avec le plan Kohl. Et les 350 000 travailleurs allemands qui ont manifesté leur opposition à celui-ci, le 15 juin, dans les rues de Bonn, étaient la preuve vivante que dans tous les pays les problèmes qui se posent à la classe ouvrière sont les mêmes.

Le système capitaliste fait de la recherche du profit individuel, c'est-à-dire de l'égoïsme le plus sordide, le moteur de l'économie. Cette logique ne peut mener qu'à des aberrations. On a en ce moment un excellent exemple sous les yeux, avec la maladie de la « vache folle » et le scandale des farines d'origine animale contaminées, vendues pour épuiser les stocks, comme naguère on a soigné pour les mêmes raisons des malades avec des produits d'origine sanguine dont ceux qui les commercialisaient savaient qu'ils pouvaient être porteurs du virus du sida.

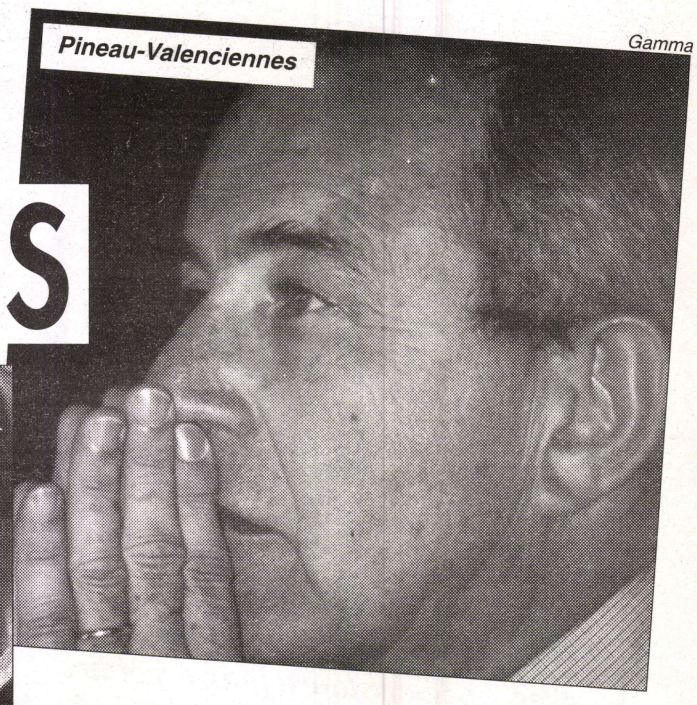
Un tel système est incapable d'offrir un avenir décent à l'humanité. Et il faudra bien, un jour ou l'autre, que les travailleurs prennent les choses en mains, pour construire une société qui se donnera pour but de produire non plus pour enrichir quelques-uns, mais pour satisfaire les besoins des hommes. C'est l'intérêt des travailleurs de tous les pays, et eux seuls peuvent le faire.

Le programme des révolutionnaires russes de 1917 est toujours d'actualité.

LES SALAIRES (de crise) DES PATRONS


Monod
AFP

Peyrelevade
AFP


Pineau-Valenciennes
Gamma

Jeudi 13 juin, devant l'assemblée générale des actionnaires de la Lyonnaise des Eaux, son PDG, Jérôme Monod, a déclaré ce qu'il gagnait. Qu'est-ce qui explique cet accès soudain de franchise ? Le besoin de rassurer la justice (qui tient la société sous surveillance) et les investisseurs internationaux qui risquent de bouder les actions de la Lyonnaise (et donc de faire du tort à ses actionnaires) s'ils suspectent seulement que la trésorerie n'est pas saine… Du coup, un petit coin de voile sur les revenus des capitalistes est soulevé.

380 000 francs par mois de salaire, soit 4,6 millions de francs par an, pour un patron comme Jérôme Monod, voilà qui suffirait à le mettre à l'abri du besoin. Mais il ne se contente pas d'encaisser cela. Car il faut ajouter à ce « salaire de base » 500 000 francs par an de « jetons de présence » (c'est-à-dire de gratifications pour aller s'asseoir dans les fauteuils de divers conseils d'administration) et 35 000 stock-options (droits d'achat sur des actions).

A la tête d'un groupe dont plusieurs dirigeants se retrouvent au cœur de scandales, sont ou ont été sous les feux de la justice, Jérôme Monod (lui aussi un temps sur la sellette) prétend maintenant jouer la transparence et la vérité, affichant sa part personnelle prélevée sur les profits de la Lyonnaise.

Le PDG de la Lyonnaise n'est bien sûr pas le seul « à s'en mettre plein les poches ». Tous les patrons font la même chose. Ceux d'entreprises qui ont des milliards de dettes (qu'ils font d'ailleurs éponger par le budget de l'État) comme le Crédit Lyonnais (le PDG, Jean Peyrelevade, déclare toucher 1,9 million de francs par an de seul salaire) ou bien ceux d'entreprises prétendument en difficultés. Le PDG d'Air France reçoit quand même un salaire de 1,4 million de francs par an. Quant aux autres, les Jacques Calvet, patron de Peugeot SA, Didier Pineau-Valenciennes du groupe Schneider (sous le coup d'une décision de justice lui interdisant de sortir de France), etc., ils reçoivent à titre de salaire, chaque année, des millions de francs auxquels viennent s'ajouter des « à-côtés » non révélés.

Et ce sont ces gens-là qui expliquent que les temps sont durs et qu'il faut faire des sacrifices ! Ce sont les mêmes qui, avec la complicité de l'État, rognent le niveau de vie des familles populaires.

Oui, il faut faire payer les riches pour arrêter la dégradation de la situation de toute la classe ouvrière. C'est urgent.

L.P.

A CAUSE DE L'INCURIE DE SES DIRIGEANTS, MOULINEX VEUT MOULINER 2 600 EMPLOIS

La direction du groupe Moulinex vient d'annoncer un plan de licenciements supprimant 2 600 emplois sur 11 500. 500 emplois disparaîtraient en Allemagne et 1 800 en Basse-Normandie, où se trouve la majorité des usines Moulinex. La direction veut fermer, d'ici un an, deux entreprises : à Argentan (Orne) et à Mamers (Sarthe). Deux autres usines pourraient connaître le même sort.

En 1994, Moulinex est tombé dans l'escarcelle du groupe Euris, un groupe financier dépendant de la banque Rothschild. Le PDG actuel, Pierre Blayau, vient de chez Pinault, un groupe qui s'est développé dans les années quatre-vingt sans prendre de gants avec les travailleurs. Il explique maintenant que, l'entreprise ayant été dirigée en dépit du bon sens, c'est aux travailleurs d'en faire les frais. C'est un peu facile !

Cette décision va plonger, outre les travailleurs de l'entreprise, d'autres catégories de la population dans les difficultés puisque Moulinex est le principal pourvoyeur d'emplois, et donc de salaires, de Basse-Normandie. Les élus de tous bords de la région, unis par des préoccupations électorales, ont déjà réagi : ils demandent au gouvernement d'interdire ce plan.

L'emploi n'a pas pesé lourd dans la décision de Moulinex. Les actionnaires veulent engranger des profits et exigent le même rendement que le concurrent Seb qui obtient, dit-on, un chiffre d'affaires annuel par salarié de près de 900 000 F alors que Moulinex n'arrive à soutirer « que » près de 700 000 F à ses employés. Rapportés à ce que ceux-ci gagnent en moyenne par an, c'est pourtant déjà une belle somme, mais l'actionnaire ne s'intéresse qu'au cours de l'action ! Aussi, le PDG fait-il miroiter la possibilité d'atteindre le million de francs par employé, grâce à une réorganisation, qui signifiera obtenir plus de travail pour un nombre réduit de salariés. Sans compter que le résultat pour le consommateur sera moins bon, puisqu'il est déjà prévu de supprimer nombre de références. Parce que telle pièce manquera, on obligera le client à acheter un appareil complet.

Pour faire avaler la pilule, Moulinex présente des comptes dans le rouge et annonce un déficit de 700 millions de francs. Mais il a déjà provisionné dans ces pertes les 600 millions de francs qu'il est prêt à dépenser pour jeter à la rue 2 600 travailleurs. 600 millions représentent quatre années d'investissements.

Le PDG fait jouer la corde patriotique : si on n'applique pas son plan draconien, « *Moulinex passera sous contrôle étranger et les centres de décision quitteront la France* ». Et de suggérer que sous le contrôle de groupes coréens ou autres, la situation de l'emploi serait encore aggravée. Mais avec l'annonce de la suppression d'un emploi sur cinq, n'est-ce pas déjà le pire ! Sans compter que, demain, le « centre de décision » bien français pourrait annoncer une nouvelle charrette. Ce n'est pas la première fois qu'il y a un plan de licenciements chez Moulinex.

Les travailleurs ne peuvent faire confiance à la direction. D'autant moins qu'il n'y a pas moyen de connaître sa situation tant que le secret commercial et bancaire n'est pas levé. Et cela vaut aussi bien pour Moulinex que pour Euris, ou d'autres.

Qu'est-ce qui empêche après tout le groupe financier Euris, qui a la réputation d'engranger les capitaux spéculatifs, d'ébrécher ses résultats pour investir sérieusement dans une entreprise qui après tout produit des objets utiles ?

Dans la logique financière qui guide les entreprises industrielles, d'après des indiscrétions du quotidien financier *Les Echos*, il semble d'ailleurs déjà prévu, que dès que le plan de la direction de Moulinex sera mis en œuvre, on devrait assister à une augmentation du capital.

Les travailleurs de Moulinex sont légitimement en droit d'exiger de connaître les comptes de leur entreprise et ceux de l'actionnaire principal Euris. Oui, les travailleurs doivent savoir à qui va l'argent, à quoi il sert et pourquoi !

Jacques FONTENOY

Farines contaminées... Sang contaminé...

LA DÉMENTE LOI DU PROFIT CONTRE LA SANTÉ PUBLIQUE

Depuis que la revue scientifique anglaise *Nature* a publié une enquête sur les exportations britanniques de farines animales potentiellement contaminées par l'agent de la maladie de la vache folle, les autorités de Grande-Bretagne sont plus que jamais sur la sellette.

Alors que les autorités britanniques venaient elles-mêmes, en juin 1988, d'interdire ces farines – fabriquées à partir de carcasses et de viandes d'animaux infectés – pour l'alimentation du cheptel bovin britannique, les exportations vers les pays de l'Union Européenne (principalement la France), constantes jusqu'en 1988, sont devenues massives : elles ont plus que doublé à partir de 1989, et au moins jusqu'en 1991.

Les capitalistes de l'agro-alimentaire, les responsables se sont dépêchés d'écouler leurs stocks contaminés...

Les feux verts ne leur ont pas manqué. Du côté des services d'experts vétérinaires (services privatisés, en Angleterre), on a fait valoir que ces farines n'étant pas interdites pour les porcs et les poulets, il n'y avait pas de raison d'en interdire l'exportation. Du côté des autorités sanitaires européennes, on a laissé faire. Au ministère français de l'Agriculture, on demande aujourd'hui : «*comment l'Union Européenne a-t-elle pu tolérer que l'on exporte dans les pays de l'Union des produits alimentaires dont les Britanniques ne voulaient pas pour eux-mêmes ?*», en feignant d'ignorer que la Commission européenne s'en est remise aux États membres. Et le gouvernement français n'a interdit lui-même officiellement ces importations pour l'alimentation des ruminants qu'en août 1989 – ce qui ne les a pas empêchées de continuer, en principe seulement pour les porcs et les volailles...

En 1989, après l'interdiction en Grande-Bretagne, 15 000 tonnes ont été ainsi écoulées en France, contre 3 000 en 1985 (et plus de 5 000 tonnes pour le premier trimestre de cette année 1996, d'après les chiffres de la direction des Douanes).

Il faut être bien hypocrite pour évacuer toute responsabilité côté acheteurs. Les gros importateurs français de l'agro-alimentaire étaient bien entendu parfaitement au courant. Mais le souci de la rentabilité est le même des deux côtés de la Manche, et leurs collègues anglais bradaient leurs farines suspectes à très bas prix...

De toute façon, l'irresponsabilité en matière de santé publique ne peut qu'être générale dans un système entièrement mû par la recherche frénétique du profit, et du profit à court terme. Alors, du côté des autorités anglaises, on peut aujourd'hui se défausser, tranquillement et cyniquement, en disant qu'elles «*n'ont pas obligé les autres pays à acheter*» ces farines...

Il reste que la pratique qui consiste, de la part des États capitalistes, à se débarrasser si possible chez le voisin de produits devenus indésirables chez eux, est une pratique générale – qu'il s'agisse de déchets en tous genres, toxiques voire nucléaires, ou de produits alimentaires ou encore pharmaceutiques qu'on estime invendables sur le marché des pays riches. L'infamie passant d'autant plus dans la discrétion générale que les pays destinataires se trouvent être des pays pauvres, d'Afrique par exemple...

Christiane LE GUERN

Le mal qui frappe certains troupeaux plongent les éleveurs dans la crise.

Gamma

nos lecteurs écrivent

À propos de la maladie de la vache folle

Nous publions cette lettre adressée par un de nos lecteurs, agriculteur.

«(...) Autres conséquences de la maladie de la vache folle : difficultés économiques pour beaucoup d'agriculteurs producteurs de viande.

Agriculteurs nous-mêmes (producteurs de lait) nous côtoyons des producteurs de viande et je voudrais apporter un complément aux articles parus dans LO concernant la vache folle.

En effet, en dehors des licenciements dans l'industrie de la viande, il se prépare un certain nombre de licenciements déguisés que représente la ruine pour des producteurs de viande et de grandes difficultés pour d'autres.

Les médias n'en parlent pas et pourtant la psychose créée par le désir du sensationnel plutôt que de la véritable information a poussé les gens à ne plus acheter de bœuf. Ce qui a provoqué l'effondrement des cours payés aux producteurs. Exemple : des cours de 23-24 F sont passés à 15-16 F le kilo. Ce qui représente un prix de vente en dessous du coût de production. Les industries de la viande vont percevoir des subventions de l'État pour compenser leurs pertes. Quant aux agriculteurs on peut s'interroger. Mais il est très probable que cela va servir la restructuration : disparition des plus petites exploitations et concentration en plus grosses unités.

Quant à l'information je voudrais la rétablir un peu en disant qu'il y a eu seulement autour de 18 cas de vaches folles en France et qu'à chaque fois un cordon sanitaire a été mis en place et tout le troupeau abattu. Donc rien à voir les 160 000 ESB (encéphalite spongiforme bovine) «déclarées» en Angleterre. Ceci dû à l'incurie du gouvernement anglais et son laisser-faire vis-à-vis des firmes de farine de viande. Il faut dire aussi que l'ESB n'est pas contagieuse, mais transmise (dans l'état des connaissances actuelles) par l'ingestion des farines de viande contaminées (fabriquées en Angleterre). Donc l'abattage systématique actuel n'est pas tellement justifiable sauf à rassurer l'opinion. Et (cela n'engage que moi), mais il y a vraiment peu de risques de manger du bœuf en France. Non pas que le gouvernement ou «nos industries» auraient plus le souci du consommateur. Seulement on peut tout de même le constater, des mesures plus draconiennes ont été prises (contrairement au problème du Sida), notamment par les D.S.V. pour l'interdiction d'incorporer des farines de viande anglaises.

Alors savoir s'il faudrait que les vaches retournent à une alimentation unique d'herbe comme le préconisent les écolos c'est un autre problème et qui touche à toute l'organisation de la production de notre société car, dans ce cas, il faudrait d'autres conditions de production. Il faudrait par exemple que les producteurs ne soient pas à la merci des industries agro-alimentaires et du Crédit Agricole qui leur posent leurs conditions techniques et économiques de production (y compris notre salaire). Par exemple encore, supprimer la jachère et occuper toutes les terres cultivables. Encore que, gare à un nuage radioactif du type Tchernobyl.

Personnellement je pense que ce n'est pas un problème sanitaire ni pour l'homme, ni pour les vaches, que les animaux mangent de la farine de viande ou autre (pelures d'oranges). Le problème est de fournir aux animaux une alimentation saine et équilibrée que ce soit farine de viande, herbe ou céréales.

Mais pour cela, il faudra d'abord viser la santé des gens et non le profit individuel.

Et ça, c'est le problème de notre société !»

S. et Cl. M. Charente

* *

■ **Que les indemnisations prévues par le gouvernement bénéficient bien plus aux grosses sociétés de l'agro-alimentaire qu'aux petits éleveurs, nous en doutons d'autant moins que c'est la logique du système. Mais il n'en reste pas moins que la maladie de la vache folle pose un problème de santé publique qu'on ne saurait négliger car, si la possibilité de la transmission de cette affection à l'homme par voie alimentaire n'est pas prouvée, il existe suffisamment de présomptions en faveur de cette hypothèse pour prendre les mesures qui s'imposent. Il n'est même pas certain que l'abattage des troupeaux dans lesquels un cas s'est déclaré écarte tout risque, car des bêtes porteuses des germes de la maladie, et susceptibles de la transmettre, ont pu être livrées à la consommation en période d'incubation, c'est-à-dire avant que la maladie ne se soit déclarée.**

Quant au problème des herbivores nourris avec des farines d'origine animale, il ne s'agit pas pour nous de nous livrer au culte du naturel, mot qui ne signifie pas grand-chose, car ni les produits de l'agriculture (même biologique), ni ceux de l'élevage, ne sont «naturels». Que les techniques agronomiques essaient de trouver des solutions pour améliorer le rendement de l'élevage n'est évidemment pas condamnable en soi. Mais avant de nourrir à grande échelle des animaux avec des produits ne correspondant que de très loin à leur physiologie, il aurait mieux valu se donner le temps et les moyens de vérifier quels problèmes cela pouvait poser. Ce n'est évidemment pas comme cela que les choses se sont passées.

Quant à produire de la nourriture pour des animaux destinés à la consommation humaine à partir de carcasses de bêtes malades (qui plus est atteintes d'une maladie dont on ignore presque tout, en dehors de sa gravité), c'était tout simplement jouer, pour faire plus de profits, avec la santé publique.

Ce qui nous ramène à la conclusion de notre correspondant, avec laquelle nous sommes pleinement d'accord, qu'il faudrait «*viser la santé des gens et non le profit individuel*».

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Russie LE CAPITALISME RÉEL AUX URNES

Au premier tour des élections présidentielles en Russie, Eltsine et Ziouganov se talonnent après s'être volés mutuellement sinon leurs programmes, du moins leurs démagogies respectives. Le « communiste » Ziouganov qui prétend concilier Marx et le Christ au nom de la grande Russie, se garde bien de remettre en cause l'évolution capitaliste de la même Russie. Il n'a d'ailleurs pas grand-chose à envier au « réformateur » Eltsine, largement discrédité au bout de quatre ans d'effondrement économique et de pillage du pays par la nouvelle bourgeoisie russe. Il ne soulève pas plus d'espoirs.

Du coup, le vrai vainqueur du scrutin semble être le troisième homme, ce général Lebed qui lui n'affiche aucun programme (mais dit se situer quelque part entre de Gaulle et Pinochet !), sinon le « retour à l'ordre », et, fort de ses presque 15%, se pose en arbitre et successeur du futur élu. Ziouganov et Eltsine ont rivalisé de bassesses pour obtenir son ralliement. Pour l'heure, c'est Eltsine qui a brûlé toutes les étapes en lui accordant d'ores et déjà un poste à la tête du Conseil de sécurité russe… avant même que Ziouganov n'ait eu le temps de prendre rendez-vous avec le général. Les deux politiciens russes, que ce soit au nom des réformes et de la démocratie, ou du communisme national, fabriquent à toute vitesse leur sauveur galonné. Et quel que soit le vainqueur du second tour, il est probable qu'au bout de tractations frénétiques ce petit monde cohabitera d'une façon ou d'une autre au pouvoir. En attendant, peut-être, qu'un bonaparte plus ou moins musclé, Alexandre Lebed ou un autre, réussisse à supplanter tous ses protecteurs et alliés.

De toute façon, Eltsine ou Ziouganov président, au moins une chose ne sera pas mise en cause : la poursuite de la contre-révolution bourgeoise commencée il y a quelques années avec Gorbatchev.

Le dépeçage des richesses du pays par l'ancienne caste dirigeante accumulant de nouvelles fortunes aussitôt bien bourgeoisement placées dans les banques occidentales, a provoqué depuis maintenant près de cinq ans un effondrement économique plus profond que celui que l'Europe et l'Amérique avaient connu dans les années 30. Selon les statistiques gouvernementales, un quart de la population, soit 36 millions de personnes, vit aujourd'hui en dessous du niveau officiel de pauvreté. Après s'être affaissé en 1992, 93 et 94, le « revenu moyen » a encore chuté de 13% en 1995, ce qui, compte tenu de l'enrichissement éhonté des 10% de nantis, signifie une chute bien plus grave pour la majorité. Le chômage aujourd'hui est officiellement de 8%, en fait de 14% selon les experts (c'est-à-dire à peu près équivalent à celui des pays européens les plus touchés comme l'Espagne). Et les mêmes experts ne comptent pas forcément comme chômeurs les millions d'ouvriers qui ne sont pas payés depuis quatre ou six mois. C'est bien simple : le taux d'espérance de vie en 1995 est tombé à 58 ans pour les hommes, contre 65 ans en 1987. Une majorité n'atteindra donc même pas l'âge de la retraite ! La précarité, l'effondrement des revenus, celui du système de santé publique, sans parler de l'alcoolisme qui accompagne toute cette détresse, ont fait des ravages.

La population russe est passée très vite du système totalitaire bureaucratique, qui ne connaissait lui-même que la pénurie et un égalitarisme de façade, à la réalité la plus sordide du capitalisme : la crise économique telle que l'ont connue cette dernière décennie l'Amérique du Sud et l'Afrique, avec le chômage, les salaires et les retraites mangés par l'inflation galopante ou tout simplement non payés, la paupérisation accélérée de la population, la gangstérisation généralisée de l'économie, l'évasion massive des capitaux mais aussi l'enrichissement fabuleux d'une infime minorité. Bref, l'économie de marché telle que l'ont connue dans toute sa sauvagerie tous les capitalismes naissants et aujourd'hui les peuples du tiers monde. Car c'est cela le capitalisme réel, celui que vit l'immense majorité de la population mondiale, et pas seulement la vitrine des quelques métropoles impérialistes, dont on découvre d'ailleurs la misère et l'anarchie sous-jacentes dès qu'on l'examine d'un peu près.

Quand les politiciens soviétiques comme Gorbatchev ou Eltsine firent miroiter aux yeux de la population de l'URSS l'illusion d'un capitalisme national prospère à l'égal des pays occidentaux, ils ne faisaient qu'exprimer les aspirations de tous les privilégiés du régime bureaucratique. De ce point de vue, le but est atteint pour tous ces nouveaux bourgeois russes dont certains sont revenus dimanche dernier de leurs séjours prolongés en Europe ou en Amérique pour « affaires », le temps de voter à Moscou avant de repartir aussi vite. Que l'économie russe s'effondre, pourvu que leur fortune prospère ! De toute façon, les places impérialistes sont prises depuis longtemps au soleil du capitalisme mondial. La Russie capitaliste n'aura droit qu'à la tiersmondisation, ce qui n'empêchera pas ses nantis, comme ceux de New Delhi, Sao Paulo, Casablanca ou Nairobi, d'envoyer ses fils faire des études puis des affaires à New York, Paris ou Tokyo.

L'intégration de la Russie dans le système occidental se fait donc par la crise, la misère de la majorité, la tiersmondisation et l'anarchie économique. C'est cela, la loi du capitalisme mondial. L'on comprend que la population de Russie ne mette aujourd'hui pas plus d'espoir en ses « réformateurs » qu'en ses prétendus communistes.

Il reste aux travailleurs russes à faire rendre gorge à leur nouvelle bourgeoisie. Et pour commencer à ne faire confiance qu'en eux-mêmes, comme ici, et surtout ni en un quelconque sauveur suprême, ni à un seul de ces politiciens, ex-généraux, ex-apparatchiks ou nouveaux milliardaires, qui se découvrent démocrates le temps d'une élection. Là aussi, comme ici.

Huguette CHEVIREAU

Leur société

Manifestations des sans-papiers

NON AU DURCISSEMENT DES MESURES CONTRE LES IMMIGRÉS

A la manifestation du 15 juin à Paris.

A l'image des étrangers, pères d'enfants français, qui ont récemment entamé des grèves de la faim ou des occupations d'églises à Lille, Nantes, Paris ou Versailles pour obtenir une régularisation de leur droit de séjour, les mouvements de « sans-papiers » se multiplient. Plusieurs manifestations qui se sont déroulées le 15 juin avec le soutien d'associations et d'organisations politiques allaient dans le même sens : réclamer l'abrogation des lois Pasqua et s'opposer à leur durcissement programmé par l'actuel gouvernement.

En effet, depuis la mise en œuvre des lois Pasqua, en janvier 1994, des dizaines de milliers d'étrangers – dont bon nombre se trouvaient déjà en France et y résidaient de façon tout à fait régulière – se retrouvent aujourd'hui contraints à la vie clandestine et menacés d'expulsion. Car ces lois n'ont pas eu pour seul effet de restreindre le droit d'asile, de multiplier les contrôles d'identité, de limiter les regroupements familiaux ou de retirer aux enfants nés en France de parents étrangers le droit automatique à une carte d'identité française, elles ont également considérablement étendu les pouvoirs de la police et de l'administration. Du coup, les uns par excès de zèle, les autres par xénophobie multiplient les tracasseries et les embûches à l'égard des étrangers, notamment à l'occasion des renouvellements de titre de séjour.

C'est ainsi que sous prétexte que la polygamie n'est plus tolérée en France depuis les lois Pasqua, des centaines d'immigrés se voient aujourd'hui refuser le renouvellement de leur carte de séjour de dix ans, tandis que certaines préfectures, bien que pourtant aucun texte ne les y autorise, ne délivrent plus ce titre à des immigrés n'ayant qu'un travail partiel ou précaire. Du même coup, ces ressortissants étrangers se voient privés du droit de travailler légalement, et donc d'obtenir un permis de séjour régulier. L'arbitraire préfectoral qui sévit en France a d'ailleurs été dénoncé par un récent rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme.

Le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a eu beau soutenir récemment que « *la France restera un pays d'accueil pour ceux qui respectent la légalité* », les autorisations de séjour ne sont plus accordées qu'au compte-gouttes, tandis que les charters et les expulsions se multiplient. Quant aux circulaires demandant aux préfets de prendre en compte « *les aspects familiaux* » et « *la bonne foi* » des immigrés réclamant la régularisation de leur situation, elles ne font que renvoyer hypocritement la décision finale à l'administration. Le cas de cette jeune mère guinéenne qui a finalement obtenu de ne pas être expulsée avec ses deux filles nées en France, en invoquant le risque d'excision encouru par ses enfants, en est la preuve. Elle n'a dû cette décision qu'à son entêtement durant des mois et à une décision du tribunal administratif de Lyon, non aux bons sentiments du préfet. D'ailleurs, cette jeune femme reste pour l'instant dans une situation précaire, puisque le tribunal n'a pas été jusqu'à obliger la préfecture à lui donner le titre de séjour qu'elle lui refuse.

Quant au gouvernement, ce n'est pas parce qu'il a repoussé à la rentrée la discussion sur des dispositions plus restrictives en matière d'immigration, que la menace est écartée. Ce durcissement des lois contre les étrangers s'inscrivant dans la démagogie qui oppose les partis de l'actuelle majorité au Front National pour capter les voix d'un électorat réactionnaire et xénophobe, il y a tout lieu de craindre qu'il trouve des complicités parmi les députés du RPR et de l'UDF.

R.M.

Droite et gauche confrontées au Front National

PETITES MAGOUILLES FACE À UN VRAI PROBLÈME

AFP

Quelques participants du Colloque. Au centre Léotard (UDF) et Elisabeth Guigou (PS).

Un colloque organisé par le Théâtre national de la danse et de l'image sur le thème : «Le populisme nationaliste, une question posée à une certaine idée de la France», réunissait des dirigeants politiques de l'UDF, Léotard et Douste-Blazy, du PS avec Elisabeth Guigou et Catherine Trautman, un député-maire du PCF, pour débattre de l'attitude à avoir face au Front National. Bref, la droite – sauf le RPR – et la gauche s'étaient réunies pour converser sur les dangers du FN que leur politique a pourtant contribué à faire progresser en engendrant le chômage, la misère et le désespoir, et en favorisant par là même la montée des idées réactionnaires. Et puis ils ont apporté de l'eau au moulin du Front National en jouant sur les préjugés réactionnaires voire racistes pour tenter de séduire ses électeurs.

Alors la lutte de tous ces politiciens contre l'influence du Front National se réduit au mieux à ce que Léotard a appelé «*le combat des mots*». Faire des discours, les politiciens savent faire. Du style : «*La France est autant Jeanne d'Arc que Jean Moulin*»... pour accuser Le Pen de s'entourer d'anciens collaborateurs. Oh, certes Léotard a cité des noms mais il n'a pas été difficile à Le Pen d'en citer aussi, puisque d'anciens responsables de Vichy ont fait une belle carrière sous la Ve République. La droite a eu son Papon et la gauche son Bousquet. Ce genre d'argument ne montre qu'une chose : c'est que tous ces politiciens de la gauche à l'extrême-droite sont bien tous dans le camp des ennemis des travailleurs.

En fait, ne croyant pas eux-mêmes à leur capacité de diminuer l'audience électorale du Front National, les politiciens qui participèrent au colloque ont surtout discuté de la tactique électorale à mettre en œuvre pour empêcher le Front National, malgré le nombre de voix qu'il risque de récolter, de rafler des sièges de députés aux élections législatives de 1998. Faudrait-il que la gauche et la droite fassent un accord électoral dès le premier tour, un «Front républicain» comme ils disent, pour battre les candidats du Front National ou faudrait-il que le «Front républicain» ne fonctionne qu'au deuxième tour, en cas de triangulaire favorable au Front National? Cela permettrait, si cela se réalise, de se partager des sièges qui échapperont ainsi au Front National; mais cela ne réduira en rien l'influence qu'il a dans l'opinion. Et c'est pourtant cela le vrai problème.

Ces messieurs-dames de la droite et de la gauche se consacrent à la cuisine électorale. Pendant ce temps les problèmes s'accumulent dans les quartiers populaires et l'extrême-droite et les intégristes marquent des points.

Ce n'est certainement pas sur ces politiciens qu'il faut compter. Il faudrait s'attaquer réellement au chômage et à l'exclusion, il faudrait arrêter de faire payer la crise aux travailleurs et au contraire prendre sur la fortune des riches et sur les profits des entreprises pour améliorer les conditions de vie et de travail de l'ensemble des travailleurs.

Dominique CHABLIS

PATRON EN TÔLE, POGNON EN COFFRE

Carignon, ancien ministre et ancien taulard, est accusé, entre autres, d'avoir touché indûment une allocation de 20000F par mois de la part du conseil général de l'Isère. Et en particulier d'avoir continué à bénéficier de cette somme destinée à ses «frais de représentation» alors qu'il était incarcéré à la prison Saint-Joseph de Lyon.

Et alors? Un costume rayé propre et élégant, ça coûte cher!

A.V.

TRANSPORTS PARISIENS GRATUITS EN CAS DE «PICS» DE POLLUTION, MAIS PLUS CHERS LE RESTE DU TEMPS

L'Assemblée nationale a adopté un projet de loi sur l'air qui doit encore être soumis au Sénat et ne sera définitivement entériné qu'à l'automne. La plupart des mesures adoptées n'auront guère d'incidences réelles sur la pollution. Ce sont des mesures en trompe-l'œil ou plutôt en trompe-poumon, car les pouvoirs publics ne veulent surtout pas s'attaquer aux lobbies de l'automobile et des carburants. Mais une mesure, assez dérisoire, a fait couler beaucoup d'encre : la gratuité des transports publics parisiens en cas de «pics» de pollution de niveau 3, de façon à inciter les automobilistes à laisser leurs voitures au garage ces jours-là.

Des pics de niveau 3, le plus élevé, il y en a eu trois en région parisienne depuis 1991, la gratuité ne sera donc pas trop fréquente. Et pas trop coûteuse non plus (20 à 25 millions de francs par an), puisque l'essentiel des usagers habituels des transports publics utilise la «carte orange» achetée en début de mois ou de semaine. C'est bien pourquoi cette mesure a été adoptée : elle est en grande partie symbolique.

Mais elle pose, ou plutôt repose un vieux problème, celui de la gratuité des transports publics. La circulation automobile est assez aberrante dans les grandes villes. Des milliards d'heures sont gaspillées en embouteillages. Des files gigantesques de voitures occupées souvent par une seule personne emplissent les chaussées des agglomérations matins et soirs. Il est bien évident que des transports en commun seraient infiniment plus économes en place, en temps et pollueraient beaucoup moins. A condition qu'il y en ait suffisamment, et qu'ils soient très bon marché, voire gratuits. Si les automobilistes pouvaient se rendre rapidement et à bon marché, partout, en train, en métro, en tram, ou en bus, ils renonceraient la plupart du temps à leur voiture en ville.

Certes il faudrait investir afin de multiplier les transports en commun, mais la société tout entière y gagnerait largement en limitant le gaspillage gigantesque du temps de transport et la pollution serait considérablement réduite. Globalement, cela reviendrait beaucoup moins cher que le gâchis actuel. La société, la santé publique y gagneraient sans doute, mais pas les firmes automobiles ni les pétroliers, et c'est pourquoi ce genre de mesures n'a aucune chance de voir le jour avec la société actuelle.

Bien au contraire, la veille même de la discussion au Parlement sur l'air, les autorités annonçaient l'augmentation des tarifs des transports urbains en Ile-de-France de 5,2% en moyenne à partir du 1er juillet.

Une mesure destinée à pousser le public à utiliser davantage les automobiles?

André VICTOR

L'As du pic

La direction de la RATP, en la personne de M. Bailly, s'est paraît-il engagée auprès de la Ville de Paris à renforcer le service voyageurs les jours de forte pollution.

Sauf que la direction envisagerait au métro de nous faire rouler nos jours de repos chaque fois qu'il y aura un pic de pollution! Décidément ces gens-là ont un sens bien à eux de l'intérêt général!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RATP *réseau ferré Paris.*

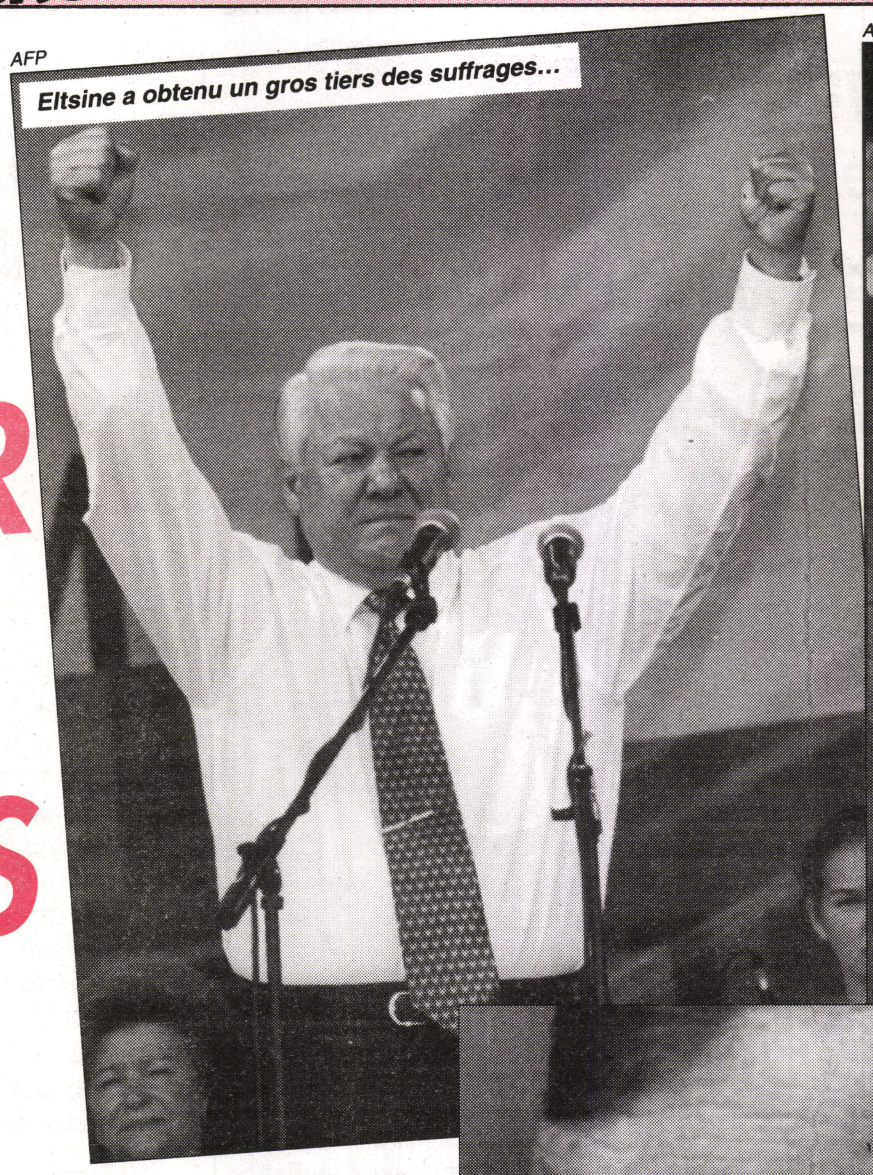
Ph LO

Les trusts de l'automobile préfèrent des millions de voitures à des milliers d'autobus.

Russie

APRÈS LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS

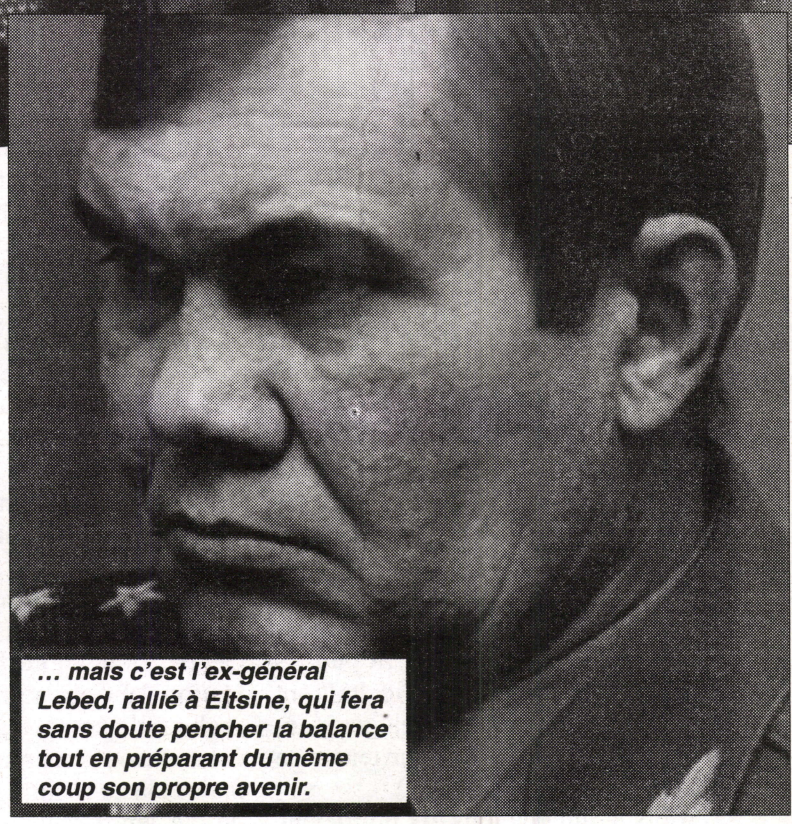
AFP



Eltsine a obtenu un gros tiers des suffrages...

AFP

... et Ziouganov un petit tiers...



... mais c'est l'ex-général Lebed, rallié à Eltsine, qui fera sans doute pencher la balance tout en préparant du même coup son propre avenir.

AFP

On l'a vu danser, boire à sa victoire, poser aux côtés de militaires et autres popes. Tout ce que l'Occident compte comme spécialistes en «démocratie» lui a apporté son soutien, pas seulement moral, mais en promesses – surtout des promesses – d'aides financières à la Russie... et pourtant, Eltsine ne l'a pas emporté au premier tour de l'élection du président russe, comme il le prétendait, péremptoirement. C'était du bluff, comme tous les discours tenus dans cette campagne. Pas seulement ceux d'Eltsine et de son entourage.

Avec près de 35 % des voix celui-ci arrive en tête, talonné par son principal concurrent le «communiste» Ziouganov qui réalise un score supérieur à 32 % des voix. Ces résultats ne donnent certes qu'une image approximative des sentiments qui traversent l'opinion russe, ne serait-ce que parce que la fraude a dû jouer dans les deux principaux camps qui se sont affrontés. Les résultats ne permettent pas de savoir ce que sont les aspirations de la population, et encore moins ce qu'elle est prête à faire pour les réaliser, mais ils ont au moins valeur d'un sondage en grandeur réelle. Ils traduisent indéniablement un rejet des dirigeants actuels, et de leur politique, ou tout le moins des conséquences de cette politique.

Au début de la campagne, Eltsine était crédité de 7 % des intentions de vote par les instituts de sondages – peu fiables, disait-on, comparés à ceux qui fonctionnent dans les pays occidentaux, et quand on connaît l'efficacité de ces derniers ! Du coup, son résultat a pu apparaître comme honorable. Il n'en demeure pas moins que le président en exercice a perdu 23 % depuis sa première élection triomphale. En comparaison, le parti de Ziouganov, lui, n'a cessé de progresser : plus 20 % par rapport au scrutin parlementaire de décembre 1993, plus 10 % par rapport aux législatives de décembre dernier. Vote protestataire, dit-on. Sans nul doute. De nostalgiques de l'ancien temps, qui se recrutent parmi les plus âgés ? Sûrement en partie, encore qu'on n'en sache rien, et les commentateurs qui affirment cela pas plus que les autres. Mais incontestablement vote de défiance à l'égard d'une politique qui a mené la population vers une paupérisation dont elle ne voit pas la fin.

Les tractations ont déjà commencé

La surprise de l'élection vient, dit-on, des presque 15 % des voix qui se sont portés sur le général Lebed. Fort d'un tel score, Lebed s'est d'emblée retrouvé au centre des sollicitations. Eltsine, parlant de lui, a évoqué «*quelqu'un*» qui pourrait être «*président de Russie en l'an 2000*». Ajouté à la flatterie, le poste de responsable du Conseil de sécurité (qui coiffe les ministères de la Défense, de l'Intérieur et du Contre-espionnage) a été offert à Lebed, et son rival détesté, Gratchev, destitué de son poste de ministre de l'Intérieur, pour être mis au placard, comme tant d'autres avant lui. Et cela a suffi pour que Lebed se rallie à Eltsine. On dit même que les tractations entre ces deux nouveaux compères avaient eu lieu avant l'élection. Ces marchandages d'entre deux tours ressemblent à ceux que l'on connaît ici, et que l'on appelle sans rire, le «jeu de la démocratie».

Dans de tels maquignonnages bien malin celui qui peut dire qui va tromper l'autre, et qui en tirera les marrons du feu. En s'attachant les services d'un démagogue concurrent moins défraîchi que lui, dont la popularité tient, nous dit-on, à ce qu'il incarne l'idée d'une Russie forte, qui s'est fait une réputation de champion de la lutte contre la corruption, qui a pris position contre l'intervention en Tchétchénie, mais était le chef de l'armée d'intervention russe en Afghanistan, Eltsine a pris le risque d'introniser un sérieux concurrent, disposant de forts atouts et qui n'attendra pas forcément l'an 2000 ni même qu'il y ait des élections, pour le déloger du fauteuil présidentiel. Faut-il rappeler à ce propos à ceux qui glorifient l'entrée de la Russie dans «le jeu démocratique», que jusqu'au dernier moment l'entourage d'Eltsine et sans doute Eltsine lui-même ont longtemps songé à supprimer ces élections ?

Une scène courante : des petites gens ruinés qui vendent de menus objets aux passants.

LO

Reste à savoir si les électeurs de Lebed suivront les consignes de ce général qui se verrait déjà, dit-on non sans vraisemblance, dans les habits et la fonction d'un César. Il en a déjà les poses et le discours.

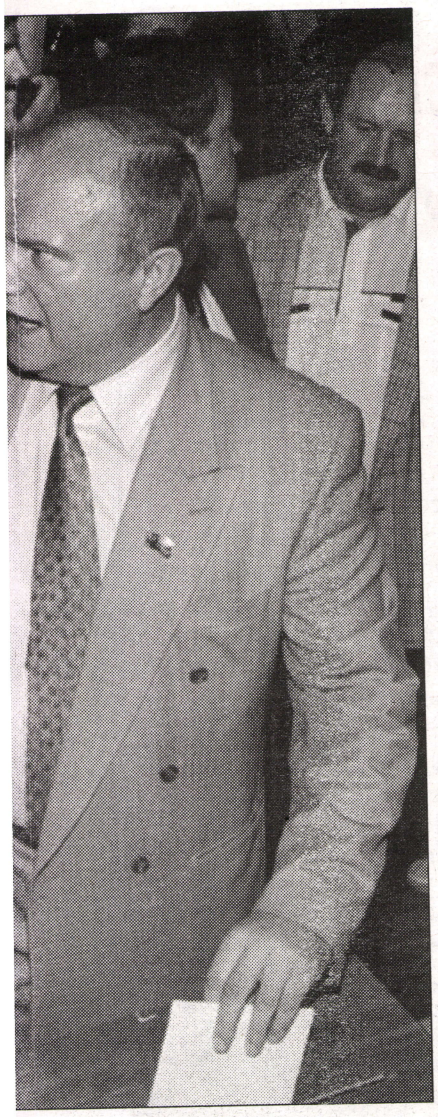
Pour l'immédiat, avec un nombre de voix presque identique et un pourcentage assez important d'abstentionnistes (31 % des votants), il est bien difficile de faire le moindre pronostic sur l'issue de l'affrontement entre Eltsine et Ziouganov.

Eltsine et Ziouganov, des frères ennemis... des travailleurs

Mais que ce soit l'un ou l'autre qui sorte victorieux de l'urne, quel enjeu y a-t-il pour la population laborieuse dans ce duel ? Quel qu'en soit le résultat, cela ne se traduira pas par une amélioration de la situation du pays, et encore moins – et c'est lié – de celle de la majorité de la population dont le niveau de vie s'est dramatiquement dégradé depuis dix ans, de Gorbatchev à Eltsine. Un pays qui, après la révolution de 1917, avait réussi, dans des conditions dramatiques il est vrai, à sortir de sa situation de pays sous-développé d'alors, et qui retombe à vu d'œil dans une situation comparable avec les pays dits du Tiers Monde.

Dans les jours à venir, Eltsine continuera sans doute à aligner ses promesses tous azimuts, qu'il n'aura d'ailleurs ni l'envie ni les moyens de tenir. A l'image des catégories sociales qu'il représente, ou qui s'enrichissent à l'ombre de son pouvoir – quand elles ne s'accaparent pas elles-mêmes des lambeaux d'un pouvoir qu'Eltsine est bien incapable de maintenir – l'actuel président n'a rien à proposer, si ce n'est laisser les choses en l'état, c'est-à-dire les riches devenir toujours plus riches et les bureaucrates agrandir leurs fiefs à l'échelle d'un conglomérat industriel, d'une ville, voire d'une région. Et pour les travailleurs cela signifiera un appauvrissement accru, des salaires perpétuellement rognés par l'inflation, quand ils les reçoivent, des retraites de misère pour les vieux.

Ziouganov a cristallisé sur son nom bien des mécontentements, mais pas plus qu'Eltsine – ou que Lebed – il ne représente les intérêts de la population laborieuse. Le fait qu'il se soit plaint, à plusieurs reprises, qu'Eltsine lui volait son programme, n'est-il pas l'aveu que les propositions d'Eltsine et les



siennes étaient interchangeables ?

Ziouganov évidemment n'a pris aucun engagement vis-à-vis des travailleurs dont il recherchait les suffrages. En aurait-il pris que cela ne changerait rien. Plus significatif est le fait que les milieux d'affaires ont fait savoir qu'ils n'étaient nullement inquiets d'une éventuelle victoire de ce candidat « communiste », contrairement à l'image d'épouvantail que lui a faite son concurrent – c'est de bonne guerre – et les « démocrates patentés » en Occident… Tout au plus, s'il était élu, pourrait-il offrir aux clans de la bureaucratie qui lui sont proches des entreprises actuellement contrôlées par des clans liés à Eltsine. Ziouganov aime d'ailleurs se présenter comme un social-démocrate, adepte de Jésus-Christ.

Il n'est pas exclu que, durant la campagne du second tour, Ziouganov, dans l'espoir de gagner des voix sur sa droite, s'adresse aux libéraux, aux démocrates et autres nationalistes, et multiplie les rencontres avec les hommes d'affaires, gommant ainsi les quelques vagues éléments de démagogie qui pouvaient encore le positionner « à gauche » et « vole » à son tour le programme de Eltsine, si l'on peut parler de programme en l'occurrence.

Les intérêts des travailleurs ne sont à l'évidence pas représentés dans cette élection. Il est d'ailleurs probable que nombre d'entre eux ne se fassent guère d'illusions à cet égard. Mais la classe ouvrière russe reste une force capable de mettre un coup d'arrêt à la course accélérée vers la catastrophe sociale où l'entraînent ses dirigeants. Mieux même, elle a les moyens de permettre à la société de revenir à ces acquis antérieurs, et d'inverser cette régression. A condition qu'elle retrouve la voie ouverte par ses aînés, il y a 80 ans, en Octobre 1917.

Georges LATTIER

Allemagne

350 000 MANIFESTANTS CONTRE LE PLAN D'AUSTÉRITÉ DU GOUVERNEMENT

Samedi 15 juin, répondant à l'appel unitaire des syndicats allemands, 350 000 manifestants, venus de tous les coins du pays, ont défilé dans les rues de l'ancienne capitale de la RFA, Bonn, afin de protester contre la politique d'austérité du gouvernement.

Une manifestation de cette importance ne s'était jamais vue. Tout comme en France, les attaques des gouvernants contre les acquis des travailleurs et de ceux de la Fonction publique en particulier, prennent un tour de plus en plus inquiétant pour les salariés. Elles expliquent l'ampleur de la mobilisation, une mobilisation qui, en Allemagne comme en France d'ailleurs, attend une suite.

Car en Allemagne aussi, le gouvernement, dirigé par le chancelier Kohl, entend imposer une politique d'austérité draconienne à l'ensemble des travailleurs.

En janvier dernier, il annonçait un « *pacte pour l'emploi* » comprenant entre autres mesures un allégement des charges et des impôts pour les entreprises sous prétexte d'incitation à investir ainsi qu'un assouplissement de la législation du travail avec en particulier un abaissement des indemnités maladie. Des coupes claires dans les budgets sociaux étaient prévues ainsi que le gel des salaires pour l'ensemble des employés du secteur public. Au total, le gouvernement annonçait qu'il réaliserait grâce à cette politique, en 1997, l'équivalent de 170 milliards de francs d'économies dont 238 millions de francs aux dépens de la Sécurité sociale.

L'opposition déclarée de la puissante fédération des syndicats allemands, la DGB (qui compte 9 millions d'adhérents) ainsi que celle de tous les partis d'opposition, Verts et organisations chrétiennes compris, et surtout la montée du mécontentement exprimé par les travailleurs allemands expliquent que, tout comme son confrère Juppé, Kohl ait fait un petit geste deux jours avant la manifestation. En effet, le 13 juin, un accord était signé entre gouvernement et syndicats de la Fonction publique. Il accordait aux 3,2 millions de salariés de la Fonction publique une « augmentation » de salaire de 1,3 % en 1997 ainsi qu'une « indemnité » correspondant à 1 % de mieux sur l'année. Les indemnités en cas d'arrêt maladie ne seraient pas touchées, contrairement à ce qui avait été annoncé. Cela reste très loin de faire le compte et les manifestants l'ont exprimé en se retrouvant à des centaines de milliers dans les rues de Bonn.

Kohl se déclare pourtant décidé à poursuivre sa politique au nom de « *la position de notre pays dans le monde* ». Tout comme Juppé, en somme.

Partout en Europe, la bourgeoisie, les industriels, les banquiers et les gouvernements à leur service organisent l'austérité pour les travailleurs afin de préserver leurs intérêts, leurs profits. Reste à savoir jusqu'à quand ils pourront le faire impunément.

Les travailleurs allemands manifestaient samedi 15 juin aux cris de « *Maintenant, les riches doivent payer* ! » et « *Nous ne voulons pas d'une société à deux vitesses* ». De ce côté-ci de la frontière, les travailleurs peuvent en dire autant. Et c'est bien « *tous ensemble* » qu'il nous faudra, demain, faire ravaler aux Kohl et aux Juppé toute leur politique antiouvrière.

Lucienne PLAIN

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

« Où en est la cause des femmes ? »
(N° 66 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 10 novembre 1995)

« Israël : comment le sionisme a produit l'extrême droite »
(N° 67 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 2 février 1996)

« Espagne 1931-1937 : la politique de front populaire contre la révolution ouvrière »
(N° 68 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 3 mai 1996)

Prix 10 F – Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée

Solidarité avec les prisonniers politiques de Turquie et du Kurdistan

En Turquie, actuellement plus de 10 000 prisonniers politiques mènent une grève de la faim. Ils protestent contre les cellules d'isolement carcéral, la répression de l'État, la torture et les massacres. Par exemple, en 1995 à Buca (Izmir) et à Ümraniye (Istanbul), les détenus politiques ont été sauvagement agressés. Il y a eu sept morts et des centaines de blessés. Les détenus réclament la suppression des peines d'isolement cellulaire, l'arrêt des agressions dont sont victimes les proches des détenus politiques, la levée des obstacles qui entravent les droits à la défense et le droit à la santé des prisonniers politiques. Dans certaines prisons (Diyarbakir et Gaziantep), les grévistes sont dans un état critique.

En solidarité, une centaine de personnes, de nationalité turque ou kurde, avaient décidé d'occuper l'église Saint-Laurent à Paris 10e. Par solidarité avec les prisonniers politiques en Turquie, elles entendaient mener la même grève de la faim. Des banderoles furent déployées, des passants s'informaient.

Samedi 8 juin, comme à Bayonne pour les militants basques, l'église a été encerclée par des cars de CRS. Ceux-ci sont intervenus violemment, en brutalisant et en blessant des personnes présentes. Deux ont été hospitalisées, dix autres légèrement blessées. 72 personnes ont été conduites au commissariat pour vérification d'identité et deux d'entre elles placées en garde à vue pour « rébellion ».

Le Comité parisien de solidarité avec les grévistes de la faim dans les prisons de Turquie et du Kurdistan poursuit la grève de la faim au local d'Actit. Il a reçu le soutien du MRAP, de Droits devant, de la Cimade, de Henri Alleg, du Comité de soutien aux prisonniers politiques aux États-Unis et appellent les soutiens à se manifester au local d'Actit, 8 rue Gabriel Laumain, Paris 10e, tél. (1) 48000533 et fax (1) 42463029.

L'ÉCHEC RELATIF DU «SIDACTION 96»

C'est à l'État de prendre en charge la recherche médicale et la santé, pas à la générosité publique

Les organisateurs du «Sidaction 96» n'avaient pourtant pas lésiné sur les moyens : huit chaînes de télévision, de nombreuses radios et une pléiade de vedettes étaient rassemblées pour convaincre l'opinion publique de mettre la main à la poche en faveur de la recherche sur le sida, de la prévention et de l'aide aux malades. Or cette seconde édition n'aurait recueilli que 40 millions de francs, contre 300 millions, il y a deux ans.

Du coup, face à cet échec relatif, les organisateurs cherchent aujourd'hui des boucs émissaires. Certains accusent le représentant d'«Act Up», qui regroupe des malades atteints par le sida et des hommes et des femmes solidaires de leur combat, d'avoir saboté l'émission en s'en prenant violemment au représentant du gouvernement présent sur le plateau, traitant devant les caméras le ministre Douste-Blazy d'«assassin» pour être dans un gouvernement qui pratique notamment les expulsions d'immigrés en situation irrégulière, atteints du virus. D'autres laissent entendre que le récent scandale de l'ARC aurait brisé l'élan des donateurs.

Du coup, les organisateurs et des chercheurs affirment que certaines recherches concernant cette maladie seraient compromises. Ainsi, la radio s'est fait l'écho d'un responsable de recherche dont le programme serait menacé, faute de crédits suffisants.

C'est sans doute vrai mais la faute n'en incombe ni à «Act Up», ni au manque de générosité du public. La responsabilité, c'est du côté du gouvernement et de ce système qu'il faut la chercher, car ce sont eux qui contraignent ces chercheurs et ces associations à dépendre de la charité publique pour mener à bien leurs activités. Or si la lutte contre le sida n'est sûrement pas le domaine le moins bien doté, elle n'échappe pas à la politique de restriction budgétaire du gouvernement en matière de santé. Le véritable scandale, c'est que des pans de la recherche médicale, faute des crédits suffisants, soient ainsi tributaires du succès auprès de l'opinion publique d'émissions comme le «Sidaction» ou le «Téléthon».

ROUSSEL-UCLAF (Romainville-Seine-Saint-Denis)

Face aux suppressions d'emplois les syndicats invitent les partis de gauche à débattre

La réunion à la mairie de Romainville

Comme dans beaucoup d'autres entreprises, depuis plus de dix ans, les travailleurs de Roussel-Uclaf vivent au rythme des restructurations. La mise en place de structures communes avec celles de la pharmacie du géant allemand de la chimie Hœchst, l'actionnaire majoritaire, a été suivie, il y a un an, du rachat par Hœchst du groupe pharmaceutique américain Marion Merrell Dow. Le groupe s'appelle depuis HMR (Hœchst-Marion-Roussel) et s'ouvre au marché américain.

En même temps que ce rachat, la direction a annoncé 8 000 suppressions d'emplois sur un effectif mondial de 42 000 personnes, avec de nombreuses fermetures de sites. Il s'agirait de réaliser 800 millions de dollars d'économies et d'atteindre un taux de rentabilité de 20% fin 1997.

A Romainville, cela se traduit par une réduction des effectifs à l'aide de préretraites à 56 ans (200 salariés sont concernés), des filialisations de toutes les activités qui ne sont pas directement pharmaceutiques (ce qui entraîne un statut à la baisse pour le personnel concerné), mais aussi des cessions d'activités ou encore des transferts d'activités vers l'Allemagne et les États-Unis, ainsi que la diminution des domaines de recherche, ramenés de 4 à 2. Des dizaines de travailleurs sont à nouveau à reclasser, en même temps que va encore se développer, comme partout, la sous-traitance.

Mais le plus choquant, même si ce n'est pas exceptionnel, c'est que cela se produit dans une entreprise qui fait des bénéfices en hausse. RU dispose d'un trésor de guerre de plus de 2 milliards de francs. Ce qui n'empêche pas la direction de laisser planer la menace d'un nouveau plan «social» de licenciements si cela s'avère nécessaire, alors qu'il y en a déjà eu six en dix ans!

Les travailleurs se sont plusieurs fois rassemblés lors de manifestations et débrayages, en décembre dernier, parfois à plus de 1 200 sur un effectif de près de 2 700, sans compter les 300 travailleurs en sous-traitance, en permanence sur le site.

Pour dénoncer cette situation au-delà de l'entreprise, les organisations syndicales CGT-CFDT-FO, ainsi que la cellule du Parti Communiste de l'entreprise, se sont adressées aux organisations politiques se réclamant de la gauche pour leur proposer un forum-débat et ont invité, entre autres, notre camarade Arlette Laguiller. Y ont également participé Pierre Zarka (PCF), Alain Krivine (LCR), Michel Ruffet (PS), Pierre Mathon (Verts) et Catherine Coutard (Mouvement des Citoyens). Près de 200 personnes, notamment de l'entreprise, ont participé à cette réunion.

Quand, à la suite de sa première intervention, le représentant du PS s'est entendu dire par un syndicaliste FO que la gauche avait déjà promis la nationalisation de Roussel-Uclaf mais que celle-ci n'avait pas eu lieu, il s'est fait discret. Pierre Zarka, au nom du PCF, a développé l'axe actuel du PCF : le parti est à l'écoute des gens, à eux de dire ce qui qu'il faut construire, revendiquer.

Alain Krivine expliqua qu'il ne fallait pas s'adresser seulement aux gens des partis, mais tenir compte du milieu des associations et regrouper les inorganisés dans des «collectifs», ajoutant que la LCR était prête à prendre toutes ses responsabilités si une vraie gauche arrivait au pouvoir avec les partis et les associations.

Notre camarade Arlette Laguiller dénonça le gaspillage de compétence, de savoir-faire, qui découle de la gestion capitaliste. «*On laisse se détériorer le capital humain, le capital de connaissance qui pourrait être utile à la société. Pour qu'il en soit différemment, il ne faut pas laisser à la bourgeoisie, aux groupes financiers, la gestion entière, intégrale, secrète, de l'économie*». Oui, l'exemple de Roussel-Uclaf illustre l'urgence pour les travailleurs de contrôler les affaires des patrons et d'imposer que la production, à commencer par celle, essentielle, concernant la santé, soit orientée vers les besoins et non vers les profits.

Correspondant LO

Jeudi 20 juin à 12 heures, les syndicats de l'entreprise ainsi que des associations de femmes présentes à ce forum, comme la CADAC, organisent une manifestation devant Roussel-Uclaf à Romainville. Tous exigent que la direction développe le RU 58668 et que, si ce produit confirme son efficacité contre une des formes du cancer du sein, il soit mis à la disposition des femmes, et sans tenir compte de critères de rentabilité.

Alcatel Submarcom (Ormes – 45)

Ph LO

LES TRAVAILLEURS LICENCIENT LE DIRECTEUR

La direction d'Alcatel Submarcom-Ormes est lancée dans un plan social destiné à supprimer 59 emplois, mais tout le monde s'attend à un autre plan social, qui ferait disparaître la soixantaine d'emplois restants.

Nous étions montés protester à Clichy lors d'un précédent CCE et la direction pensait sans doute en être quitte avec nos réactions.

Après qu'elle nous eut convoqués pour nous remettre une lettre nous informant que notre poste était supprimé en fin d'année, nous sommes montés à une cinquantaine remettre une lettre au directeur l'informant de la suppression de son propre poste au cas où il ne nous reclasserait pas.

Comme l'entreprise a mis en place une société de reclassement, qui n'a reclassé personne, nous avons conseillé au directeur de «*prendre contact avec ce cabinet afin de se faire aider pour rédiger son CV*». Cela n'a pas semblé trop à son goût. Il proposait de nous recevoir un par un, mais il s'est rendu compte que cela ne marcherait pas et a dû accepter de se voir remettre la lettre par chacun, en main propre.

Nous avons ensuite distribué cette lettre avec nos revendications à l'entrée du self à nos 500 camarades d'Alcatel CIT, l'autre unité qui partage le site.

Pour l'instant la direction n'a rien changé de ses projets et elle vient encore d'annoncer son intention de supprimer un autre secteur de l'usine. Cela pourrait concerner 270 travailleurs.

Il n'y a pas de raison de se laisser licencier comme des malpropres alors que Tchuruk annonce un «*retour à l'équilibre*» en 1997 et 7 milliards de francs de bénéfices en 1998. 7 milliards, cela permettrait de payer 230 000 F par an les 30 000 camarades que Tchuruk, le PDG d'Alcatel, veut licencier. De bonnes raisons de ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

Bata (Moussey – Moselle)

CONCURRENCE ÉTRANGÈRE OU RAPACITÉ DES BOURGEOIS

Une nouvelle fois les travailleurs de l'usine de chaussures Bata en Moselle ont été mis en chômage partiel pour une semaine. Certains ont fait depuis septembre dernier jusqu'à huit semaines de chômage. En fait cela fait un an, depuis que Bata a été au bord du dépôt de bilan, que selon la direction, l'entreprise fait des pertes.

Et pourtant, il y a eu des cadeaux gouvernementaux. A l'été 1995 une première baisse des charges de 1137 F par mois et par salarié : avec près d'un millier de travailleurs payés au SMIC, cela représente une économie sur les salaires de 12 millions de francs chaque année et les nouveaux allégements promis aux industriels de la chaussure pour le 1er juillet prochain devraient faire baisser de 753 F par mois les charges patronales : 8 à 9 millions de francs supplémentaires d'économisés.

La direction explique que tout le mal vient de la concurrence étrangère. Mais dans le dépôt de l'entreprise d'où partent les chaussures produites à Moussey et aussi celles alimentant les magasins s'entassent les chaussures venant de Bata-Vietnam, Chine, Thaïlande ou ailleurs. Des pays où Bata, numéro un mondial du secteur, a des usines dans lesquelles les travailleurs sont payés dix ou vingt fois moins qu'en France.

Ce sont les trusts qui délocalisent la production pour faire plus de bénéfices ! Ce qui tue l'emploi ici, c'est la volonté des grandes familles bourgeoises de gagner toujours plus, pas la concurrence des prétendus « dragons » du Sud-Est asiatique.

Dans l'entreprise, le chômage n'a pas été un drame pour le personnel, qui, en majorité, n'a rien perdu sur la paye : en effet, l'indemnisation du chômage partiel se fait sur la base minimum du SMIC et la majorité du personnel est payée au SMIC. Et on a même vu – en janvier – un atelier débrayer parce que, retour de chômage, la minorité qui avait travaillé gagnait moins que celle qui avait chômé ! Un comble !

Mais cela entretient l'inquiétude. Malgré la faiblesse des commandes, les chaînes tournent à toute vitesse – pendant que d'autres chôment. Les crises de nerfs ne sont pas rares.

Il est bien difficile de savoir la réalité des pertes de l'entreprise tant les montages financiers de l'empire Bata – qui est toujours possédé par les héritiers du chausseur tchèque – sont compliqués : l'usine qui emploie près de 1400 travailleurs s'appelle Bata Hellocourt SA. Son seul actionnaire est une autre société Bata Moussey SA, détenue elle-même par deux sociétés basées l'une en Suisse, l'autre au paradis fiscal des Bermudes !

La seule chose certaine, c'est que la famille Bata est immensément riche. Installée à Toronto au Canada, elle vient d'inaugurer un musée de la chaussure qui a coûté, selon le journal *L'Humanité*, 90 millions de francs.

Ce ne sont pas les chaussures qu'il faut mettre au musée, mais ces familles bourgeoises qui, pour quelques zéros de plus sur leur compte en banque, sont toutes prêtes à ruiner des régions entières et précipiter des familles dans la misère.

Correspondant LO

Renault (Cléon – 76)

LES NOUVEAUX HORAIRES DE LA DIRECTION

La direction de l'usine de Renault-Cléon près de Rouen a annoncé le 3 juin un projet de mise en place de nouveaux horaires de travail pour les équipes en 2x8 et l'équipe de nuit, adaptés selon elle aux périodes de hautes et basses activités.

Les cadres ont donc organisé des réunions d'atelier pour nous persuader qu'il fallait accepter de voir rallonger notre journée de travail de 21 minutes et de décaler notre temps de repas en fin de poste. Nous avons eu droit à l'éternel discours sur la «*survie*» de l'usine et la nécessaire adaptation de la production aux «*commandes passées par les clients qui sont de plus en plus saisonniers*».

Actuellement les équipes en 2 × 8 travaillent de 5 h 52 à 14 h et de 14 h à 22 h 08, soit 8 h 08 de présence à l'usine desquelles sont décomptées 40 minutes pour le repas, trois fois 15 minutes pour les pauses et 4 minutes en fin de poste pour se laver les mains, pauses acquises lors de différents conflits à Cléon, cela faisant 6 h 39 de travail effectif.

A la place, la Régie voudrait imposer l'horaire de 5 h 30 à 13 h et de 13 h à 20 h 30 avec seulement deux pauses de 15 minutes, soit 7 h de travail effectif. Les 21 minutes que la Régie récupère, elle ne veut pas les payer mais propose de les transformer en 10 jours de congés qui seraient comptabilisés dans une banque d'heures individuelle, banque d'heures où la direction a déjà placé la cinquième semaine de congés payés et les jours d'ancienneté.

Au total, la Régie pourrait ainsi disposer d'une vingtaine de jours de congés qu'elle pourrait chercher à utiliser en partie pour nous mettre en congé forcé dans les périodes creuses.

En ce qui concerne l'équipe de nuit qui travaille alternativement en semaines de 5 ou 6 nuits de 22 h 08 à 5 h 52, la direction marche sur des œufs. En effet, l'équipe de nuit (environ 800 personnes) est composée de volontaires qui font des périodes allant de 6 à 9 mois et qui sont payés entre 2 500 F et 3 500 F de plus par mois que le personnel en 2 × 8.

La direction projette que ces salariés fassent un autre horaire ramené en 5 nuits de 21 h 50 à 5 h 30, le repas en fin de poste, ce qui représente 12 minutes de temps de production supplémentaire.

Si elle fait passer ses projets, la direction sera gagnante sur tous les tableaux, pour rentabiliser ses installations, augmenter la productivité, elle fait la chasse aux moindres temps morts. Avec son projet, les machines n'arrêteront plus aux changements d'équipe. Pour la Régie, le temps pris pour les repas et les pauses, c'est du temps perdu. En les décalant en fin de poste, elle récupère 21 minutes de travail par équipe et 12 minutes pour la nuit, soit près d'une heure par jour. Elle n'aura plus besoin de recourir, comme avant, aux samedis travaillés ni à des centaines d'intérimaires. Elle va aussi économiser 15 F par repas qu'elle verse à la société gérante du restaurant. A raison de 1 000 repas par jour pour les équipes, cela fait plus de 300 millions de centimes d'économies à l'année mais cela entraînera aussi des suppressions de postes parmi le personnel du restaurant.

Dans les ateliers, ce projet d'horaire a été fraîchement accueilli. La direction a beau faire miroiter de finir le soir à 20 h 30, elle a bien du mal à cacher que ses horaires vont imposer d'être hors de chez soi de 8 à 10 heures par jour selon son lieu d'habitation avec des pauses et le repas sacrifiés.

Jeudi 6 juin, à l'appel de la CGT, un débrayage de 1 h 30 a rassemblé plus de 800 travailleurs sur les 2 700 concernés par ces aménagements d'horaires (l'usine compte 5 500 personnes).

Un petit chef, se croyant malin parce que quatre travailleurs avaient débrayé sur les 27 de son secteur, a entrepris de faire un vote sur ce tronçon de chaîne de montage. Il a eu la désagréable surprise d'obtenir 21 voix contre les nouveaux horaires et 6 pour…

Comme quoi la partie n'est pas encore gagnée pour la direction. Malgré ses précautions lors de la présentation des horaires dans la réunion d'atelier, c'est plutôt la méfiance, voire l'hostilité, qui règne parmi les travailleurs concernés.

Correspondant LO

Hospices Civils de Lyon

LES OUVRIERS CONTRAIGNENT LA DIRECTION À REVALORISER LEURS SALAIRES

Le 22 mai dernier, les ouvriers de l'hôpital Edouard-Herriot apprenaient qu'il existait un arrêté du Conseil d'Etat qui devait leur permettre d'obtenir immédiatement un reclassement. Mais c'était aux hôpitaux à trouver l'argent pour financer une telle mesure.

A Lyon, la direction des HCL refusait de l'appliquer, prétextant qu'elle ne disposait pas de l'argent nécessaire. Or à la même époque, d'après les syndicats, on apprenait qu'elle avait réalisé plusieurs millions de francs d'économies.

Sous l'impulsion d'un militant de la CGT d'Edouard-Herriot, les ouvriers se mobilisent alors pour réclamer leur dû, d'autant plus déterminés qu'ils savent que la direction possède la somme nécessaire, et qu'ils sont une des rares catégories à n'avoir pas été reclassée à la suite des grèves des infirmières de 1988. De plus, ils savent que d'autres hôpitaux en France l'appliquent déjà.

A l'appel de tous les syndicats, des assemblées générales sur Edouard-Herriot se sont tenues tous les matins tout au long du mouvement, regroupant à chaque fois plus d'une centaine d'ouvriers. Il fut décidé d'envahir et d'occuper le bureau du directeur jusqu'à ce qu'un rendez-vous soit obtenu avec la direction générale.

Un représentant de celle-ci s'est déplacé à l'hôpital Edouard-Herriot quelques jours plus tard. La mobilisation s'étant entre temps élargie sur d'autres hôpitaux des HCL, ils étaient plus de 200 ouvriers présents pour entendre les propositions de la direction.

Pour seule réponse, celle-ci argue qu'il est impossible d'appliquer cet arrêté, car d'une part elle envisage de rendre l'argent économisé au gouvernement, et d'autre part l'appliquer aurait pour conséquence de supprimer des postes pour financer le reclassement. Le tollé fut général devant cette réponse.

L'action s'est donc poursuivie. Il fut décidé d'envahir le 4 juin la Commission paritaire (où justement devait se décider le reclassement de quelques dizaines d'ouvriers) et d'empêcher sa tenue jusqu'à l'obtention d'un rendez-vous avec le directeur des HCL, rendez-vous obtenu pour le 7 juin.

Ce jour-là, plusieurs centaines d'ouvriers étaient présents. La direction céda sur tout. Plus de 800 ouvriers vont être reclassés sur une période de deux ans.

Devant la détermination des ouvriers de l'hôpital Edouard-Herriot, la direction de l'établissement décida de ne faire aucune retenue pour les débrayages effectués, mesure élargie à l'ensemble des hôpitaux où des ouvriers se sont battus. Autant dire que le moral est au plus haut.

Il reste cependant plus de 600 ouvriers, parmi les moins bien payés, qui ne vont pas bénéficier de cette mesure, parce qu'ils sont soumis aux accords Durafour qui limitent l'accès d'une catégorie à une autre. La direction a refusé de céder sur ce point, car, d'après elle, ce serait antistatutaire.

Il faudra bien se battre pour supprimer ces quotas qui n'ont pour but que de nous diviser encore plus.

Correspondant LO

Maternité du CHU d'Angers

PENDANT LES TRAVAUX, LES SUPPRESSIONS DE POSTES CONTINUENT

La maternité du CHU va refaire peau neuve, ce qui n'est pas du luxe. Mais les travaux ont été acceptés par la tutelle à une condition : la perte de 21 lits et, bien sûr, des suppressions de postes sont prévues.

Personne ne sait combien. Les coups se préparent en douce et, pour commencer, à l'occasion du transfert vers d'autres locaux pendant la durée des travaux.

Pour assurer la sécurité des opérées (et respecter une consigne ministérielle), les anesthésistes ont demandé que la salle de réveil soit ouverte 24 heures sur 24, début juin 1996, au moment où la maternité déménage. Mais cela exige des postes : 5,5 postes dont la création n'a pas été acceptée par le ministère.

Alors la direction, qui avait pourtant promis que le transfert de la maternité se ferait à effectifs constants, se décharge de la responsabilité de ce manque de postes et demande aux cadres de la maternité de se débrouiller pour en trouver 2,5 sur l'effectif actuel, en prétendant d'ailleurs que la maternité serait « surdotée » par rapport à d'autres.

Les responsables n'ont rien trouvé de mieux que de supprimer l'accueil la nuit.

Mais la suppression de l'accueil de nuit supposait la fermeture, cadenassée, de cet accueil. Les responsables s'aperçoivent un peu tard que ce n'est pas possible ! Le couloir où il est installé est un couloir indispensable pour aller d'un service à un autre.

L'ensemble des unités supporte ces suppressions de poste, plannings chamboulés, sous-effectifs, la salle d'accouchements d'abord, puis, par transferts successifs, les « suites de couches ». Il ne reste plus qu'une « officière » pour deux étages et trois aides-soignantes au lieu de 5 le matin, les services de gynécologie reçoivent aussi les accouchées, un étage de suites de couches ayant été fermé pour l'été…

Les remarques de la hiérarchie n'ont pas manqué : « *Si vous n'avez pas le temps pour les toilettes du matin, vous les ferez l'après-midi !* ». La direction estime qu'il n'y a que quelques entrées la nuit et conteste donc la nécessité d'un véritable accueil d'urgence nocturne… Dans *Ouest-France* du 15 juin, la direction avance un argument inédit : si l'accueil est supprimé pour la maternité, c'est parce que l'accueil des urgences est situé à 50 mètres ! Mais le week-end, ce service est lui-même surchargé.

La nuit est une des périodes les plus difficiles où les effectifs sont réduits partout au minimum. Et chacun ressent la suppression de l'accueil comme une charge supplémentaire. Ce n'est pas le « bon sens » qui a prévalu, mais le souci d'économies au détriment du personnel et des usagers.

Correspondant LO

SNCF RER Ligne C
Gare Saint-Michel (Paris)

SOLIDARITÉ CONTRE UN CONSEIL DE DISCIPLINE

Au mois de mars dernier, à la gare Saint-Michel Notre-Dame, sur la ligne C du RER, nous apprenions qu'un de nos collègues était menacé de révocation pour un problème remontant à l'été précédent et portant sur la somme de 390 francs.

En 22 ans de travail à la SNCF, il n'avait jamais été reproché quoi que ce soit à ce camarade. Cette menace arrivait alors qu'il était confronté à des problèmes familiaux et cela apparaissait d'autant plus injuste à chacun d'entre nous. Aussi l'ensemble des agents de la gare signèrent une pétition de soutien et débrayèrent sans préavis pour aller la porter à l'entretien préalable au conseil de discipline.

Lors de cet entretien, la quinzaine de cheminots présents purent exprimer leur indignation face à la menace de sanction et aux méthodes employées par la direction : pendant plusieurs semaines, la surveillance générale (la police interne de la SNCF) lui avait tendu des pièges grossiers aux guichets comme par exemple faire semblant d'oublier la monnaie… D'autre part, une fois les 390 francs remboursés, la direction avait affirmé à notre camarade qu'il resterait à son poste alors qu'en vérité, elle préparait le conseil de discipline.

A la suite de notre débrayage, la direction maintenait le conseil de discipline mais assurait qu'elle ne réclamait plus la révocation de notre camarade. Toutefois, elle demandait pour sanction un « dernier avertissement », six jours de mise à pied et une mutation disciplinaire. Inacceptable !

Nous nous sommes alors adressés à l'ensemble des agents de la ligne C, par tracts, en faisant le tour des gares et en appelant à débrayer le jour du conseil de discipline. Pendant deux semaines, jour après jour, après le travail, nous sommes allés expliquer la situation aux autres cheminots de la ligne C. Et le 11 juin, nous nous sommes retrouvés à une trentaine pour dire au président du conseil de discipline, aux cadres SNCF et même aux syndicalistes présents, qu'il n'était pas question d'accepter une sanction.

Pour l'instant, nous ne savons pas quelle sera la décision finale de la direction. Mais ce que nous savons, c'est que la solidarité vis-à-vis de notre camarade a déjà pesé pour que soit abandonnée l'idée de sa révocation (ce qui équivaut à un licenciement) et que nous sommes décidés à faire en sorte qu'elle continue à peser…

Correspondant LO

Cotelle (Rillieux)

LES TRAVAILLEURS ONT GAGNÉ

Après six jours de grève totale suivie par 90% du personnel, la direction de l'usine Cotelle, à Rillieux (au nord de Lyon), a choisi de reculer. Elle a accepté de payer une augmentation de 500 F mensuels pour tous, avec 5% de plus pour les salaires minima par catégorie.

Les grévistes devant la porte

LO

C'est une victoire. Bien sûr, les grévistes revendiquaient 900 F pour tous et l'amélioration des conditions de travail. Mais on n'avait jamais vu cela chez Cotelle. Ni une grève aussi longue, ni une direction devenue tout à coup beaucoup plus souple. La direction du trust Colgate dont dépend Cotelle-Rillieux a dû reculer, parce que sa morgue, son mépris pour les travailleurs, ont fini par provoquer la colère.

Ce qui a fait déborder le vase, c'est qu'en même temps que l'annonce de ses 16 millions de bénéfices en 1995, on annonçait aux travailleurs que cette année il n'y aurait aucune somme versée au titre de l'intéressement. Or les salaires ouvriers atteignent tout juste 6 000 F.

Les conditions de travail sont pénibles, surtout à cette époque de l'année où il fait très chaud sur les chaînes de conditionnement. Tout cela dans une odeur omniprésente d'eau de Javel puisque c'est ici qu'elle est conditionnée, ainsi que des produits comme Soupline ou Pousse Mousse. Ce dernier produit est mis en doses dans un atelier parfaitement clos, étanche même, où la chaleur et le bruit des convoyeurs à rouleaux et des machines sont pires qu'ailleurs. A cela s'ajoute un encadrement trop souvent méprisant, interdisant l'arrêt des chaînes pour aller aux toilettes par exemple, jamais pressé pour trouver un remplaçant, mais toujours prêt à lancer : «*Si cela ne vous plaît pas, pas de problème, la porte est ouverte*».

Cette colère était telle que la vingtaine d'employés des bureaux, surtout des femmes, se sont joints à la grève, «*par solidarité avec les ouvriers qui travaillent pour rien dans des conditions très dures*», mais aussi pour protester contre l'ambiance étouffante entretenue par la direction, où tout groupe d'employés qui se met à sympathiser est très vite séparé. Un peu moins mal payés que les ouvriers, leurs salaires avoisinent en moyenne 8 000 F, mais en y incluant le 13e mois et l'ancienneté car la plupart d'entre eux sont des anciens.

Quant aux cadres de l'entreprise, eux, ils ont été augmentés. Le salaire minimum d'un cadre serait d'environ 18 000 F et le plus élevé «*dans les 40 000 F*»!

Les chefs ont tenté d'obtenir que les intérimaires sortent un peu de production, mais sans grand succès, sinon celui d'avoir ainsi eu l'occasion de voir certains cadres goûter aux 3 × 8 ! La direction s'est donc retrouvée en rupture de stocks, à une période de l'année où la demande en produits javellisés est la plus forte.

Le travail a donc repris le vendredi 14, mais l'ambiance dans l'entreprise a changé. Et bien des travailleurs qui n'avaient jamais fait grève disaient fièrement que maintenant cela ne serait plus comme avant.

Correspondant LO

Centres de tri parisiens

COMMENT LA POSTE «REDISTRIBUE» LE PERSONNEL

Dans les centres de tri parisiens, La Poste réorganise. Cela se traduit par la fermeture des grands bureaux et leur dispersion en banlieue, en unités plus petites, spécialisées dans le tri par catégories de courrier (colissimos, courrier international, presse...). Avec, à chaque fois, la suppression de dizaines, voire de centaines d'emplois de titulaires.

Et si, dans un premier temps, une partie des postiers a pu être reclassée dans sa province d'origine, près de son ancien lieu de travail ou de son domicile et dans ses horaires, désormais les souhaits formulés sont de moins en moins pris en compte.

D'autant plus que ces réductions de postes se font aussi en Ile-de-France et en province.

Ainsi aux centres de tri du PLM et d'Austerlitz, si près de la moitié des préposés manutentionnaires ont pu regagner la province (mais parfois dans des équipes embauchant à trois heures du matin !), pour ceux qui restent les choses se compliquent.

Certains, à qui on promettait de mois en mois la mutation, se retrouvent finalement en banlieue. Dans leurs anciens horaires parfois, mais souvent on voudrait les affecter dans des équipes travaillant en 17/24 heures ou 14/21 h 30 tous les jours, alors qu'ils étaient auparavant en équipes alternées de jour ou en équipe du matin.

Autre aberration : on propose à l'un des conjoints la mutation mais, après vérification, nous apprenons que l'autre n'a quasiment aucune chance d'être muté rapidement. Par contre, un collègue a appris qu'il embauchait à Toulouse trois jours plus tard, à lui de se débrouiller pour, dans ce délai, liquider son appartement et en trouver un autre là-bas. Pour illustrer l'attention de La Poste pour son personnel, un préposé, à un mois de la retraite et travaillant en jour, s'est entendu proposer d'être affecté pour son dernier mois en équipe de... nuit.

Pour les agents qui trient les lettres, les places en province sont pour l'instant rares et la direction propose d'aller travailler comme guichetiers en bureau de poste à Paris même ou en banlieue... Mais tenir un guichet après 10 ou 20 ans passés devant un casier de tri, ce n'est pas évident. Et au lieu d'y aller pour rendre un service attendu par l'usager, il faudrait – la nouvelle politique de La Poste consistant à transformer ses guichetiers en représentants de commerce – «*harponner le client*» comme ils disent, pour lui placer la camelote, souvent financière, de La Poste. Car «*celui qui ne fait pas de commercial vole son salaire*», osent raconter certains responsables.

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, les candidats ne se bousculent pas vers ce secteur.

Au travers de cette réorganisation du tri postal, ces fermetures/ouvertures de centres et la suppression des agents ambulants triant dans les trains postaux, des milliers d'emplois ont été supprimés.

Et cela ne devrait pas s'arranger, puisqu'il y a encore plus d'un millier d'agents de centres de tri à reclasser hors de Paris.

Ces suppressions se font dans le cadre des 5 000 suppressions de postes de titulaires programmées chaque année par les directeurs, dans les centres de tri bien sûr, mais aussi, et dans les mêmes conditions, dans les bureaux de poste, chez les facteurs comme aux chèques postaux.

Correspondant LO

La Poste (Creil-Oise)

Diminution d'effectifs, allongement des horaires de travail

ÇA NE PASSE PAS !

Dans le principal bureau de poste de Creil, qui emploie 100 personnes, on assiste comme ailleurs à une véritable offensive de l'administration qui veut réduire les effectifs au plus juste tout en alourdissant notre charge de travail. La direction attaque les services les uns après les autres, se servant des reculs obtenus dans un service pour attaquer l'autre.

Ainsi, les facteurs ont dû accepter de faire une partie du travail effectué par les employés des guichets. Prétexte : le courrier arrive au bureau mieux trié (avec les trieuses automatiques du centre de tri) et donc les facteurs auraient moins de travail.

Du coup, aux guichets, on a diminué l'effectif, en s'appuyant entre autres sur le fait que les facteurs faisaient désormais une partie du travail. Deux collègues ont été mutés ailleurs. Et maintenant, on demande à chacun des employés du Service général (guichets et autres) d'effectuer un «retour» de temps en temps : quand on est du matin, on doit rester plusieurs heures l'après-midi. Cela fait une journée, pause de midi comprise, de plus de 11 heures.

Ainsi on se retrouve à travailler plus longtemps et plus intensivement avec moins de personnel. Tout est tellement calculé au plus juste qu'en fait le travail ne peut se faire complètement : de nombreuses tournées de facteurs ne peuvent être assurées le jour même, et les retards s'accumulent un peu partout.

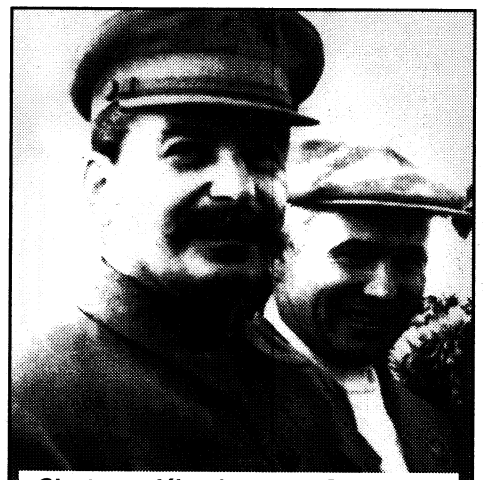
C'est la volonté de l'administration d'imposer les «retours» qui a provoqué une réaction chez les employés. Pendant une journée et demie, le jeudi 6 et le vendredi matin 7 juin, les guichets du bureau sont restés fermés, les employés du Service général faisant unanimement grève. Cela s'est vu dans l'agglomération. En effet, le même jeudi les Allocations familiales venaient d'être virées sur les comptes et des files d'attente énormes se sont formées devant le seul petit bureau ouvert à Creil. Il a d'ailleurs dû fermer dans l'après-midi, étant à court de liquidités.

Cela n'a pas suffi pour faire revenir en arrière la direction. Simplement, les «retours» auront lieu une fois tous les quinze jours, au lieu d'un par semaine comme cela était prévu au départ.

Les employés ont marqué le coup en faisant ainsi grève, mais chacun est bien conscient que les attaques vont continuer et que ce n'est que partie remise.

Juin 1956

LA PUBLICATION DU «RAPPORT SECRET» DE KHROUCHTCHEV AU XXe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE L'URSS



C'est en «déboulonnant» Staline que Krouchtchev a assis son pouvoir

ARC

Le 20e congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique se tint du 14 au 26 février 1956. C'était le premier après la mort de Staline. Ce qui en fit un événement, ce fut le «rapport secret» prononcé par Khrouchtchev, qui fut publié seulement au mois de juin (c'est-à-dire il y a tout juste 40 ans), dans lequel Khrouchtchev dénonçait un certain nombre des crimes de Staline.

Les «révélations» de Khrouchtchev frappèrent de stupeur nombre de militants de base des différents Partis Communistes, éduqués dans le mythe du «petit père des peuples», du «chef génial», du «meilleur ami des prolétaires».

La mort de Staline et la crise de succession

La mort de Staline, le 5 mars 1953, avait été un premier choc.

Après la guerre, sa dictature avait pris des aspects encore plus déments qu'auparavant. Il décidait de tout : de l'économie aux arts et aux sciences... Il faisait et défaisait les carrières et avait un pouvoir de vie et de mort sur ceux qui l'entouraient. Mais toute la population subissait la dictature : n'importe qui pouvait être arrêté du jour au lendemain pour aller grossir les effectifs des camps.

Cette mort ouvrit une crise de direction. Une bonne demi-douzaine de hauts bureaucrates, chacun à la tête d'un appareil puissant, pouvaient prétendre à la succession. Mais leurs prétentions rivales se neutralisaient. La crainte de la classe ouvrière qui avait soudé la bureaucratie autour de Staline – au point d'accepter une dictature féroce pour la bureaucratie elle-même, bien qu'un peu plus atténuée que dans les années 1920-1930 – était assez forte pour que les sommets de la bureaucratie n'aient pas envie de porter leurs rivalités sur la place publique. Aussi, les successeurs potentiels mirent en place une direction collégiale.

Ensemble, les nouveaux dirigeants entreprirent de «déstaliniser», pour se démarquer du passé. On avait commencé à ouvrir les portes des camps qui, en 1953, comptaient au moins dix millions de personnes. Les prisonniers libérés racontaient ce qu'ils avaient vécu. Le «dégel» se manifestait aussi dans la politique internationale : des liens avaient été renoués avec la Yougoslavie en 1955 et la détente s'était amorcée entre l'URSS et les USA.

Mais la direction collégiale était une solution provisoire, en attendant que, parmi les prétendants au pouvoir, l'un d'entre eux s'impose... et élimine ses adversaires.

Le premier éliminé, dès 1953, fut Béria qui, à la tête de la police politique, était craint de tous les autres. Dans la version officielle, il fut condamné à mort, à l'issue d'un procès. Selon d'autres versions, il aurait été d'abord arrêté, voire exécuté par ses concurrents en pleine réunion.

Peu à peu, Khrouchtchev écarta les autres prétendants. Nommé secrétaire général du Parti après un court intermède Malenkov, il allait s'assurer un pouvoir croissant entre 1953 et 1956. Son «rapport secret», au 20e congrès, fut l'un des éléments pour consolider son pouvoir. Déboulonner Staline était une façon d'asseoir son autorité personnelle et de créer un mythe Khrouchtchev destiné à remplacer le mythe stalinien. Et la dénonciation des «excès» de Staline était destinée à rassurer les sommets de la bureaucratie en leur annonçant que ces «excès» seraient désormais abandonnés.

ARC

Le cercueil du dictateur porté «collégialement» par ceux qui allaient se battre pour sa succession. Aux premiers rangs des «porteurs» Malenkov et Béria

Le 20e congrès et le «rapport secret» de Khrouchtchev

Le congrès s'était déroulé selon le rituel habituel. Mais à sa fin, dans la nuit du 24 au 25 février, une séance se tint à huis clos, en l'absence des délégations étrangères et des journalistes. Khrouchtchev lut alors son «rapport secret». Après avoir parlé du rôle positif de Staline, il dénonça avec virulence son culte de la personnalité, sa mégalomanie et ses crimes : les purges, les arrestations, les aveux obtenus par la torture, les exécutions, la déportation de peuples entiers après la guerre, la responsabilité de Staline dans la défaite militaire de l'URSS lors de l'invasion allemande et ses erreurs tactiques qui entraînèrent des centaines de milliers de morts...

Khrouchtchev dénonçait la personne de Staline mais pas la dictature de la bureaucratie, pas la trahison du communisme et des intérêts de la classe ouvrière tant en URSS que dans les événements révolutionnaires extérieurs à l'URSS.

Ce que Khrouchtchev dénonça, c'était qu'à partir de 1935, alors que tous les adversaires avaient été éliminés, la répression commença contre les bureaucrates eux-mêmes, «*contre les cadres du Parti,* disait-il, *qui avaient activement lutté contre les trotskystes et les droitiers...*», c'est-à-dire la nouvelle génération, formée dans le giron stalinien.

Ce fut un choc, car ces choses-là n'avaient jamais été dites dans un congrès stalinien, même si les «révélations» de Khrouchtchev n'en étaient pas vraiment pour les délégués qui avaient largement participé à cette politique, comme Khrouchtchev lui-même; ni pour les représentants des Partis Communistes étrangers qui, par leurs séjours en URSS, connaissaient bien la situation. Certaines de ces délégations, comme la délégation française, eurent d'ailleurs droit à la lecture du rapport dès le lendemain.

Ceux qui avaient eu connaissance du rapport furent invités à se taire, mais cela devint vite un secret de polichinelle. En URSS, Khrouchtchev fit lire son rapport dans tout le Parti, puis en dehors et dans les pays de l'Est, il ne tarda pas non plus à circuler. Et ce fut finalement le *New York Times*, qui le tenait du Département d'État, qui le publia intégralement le 4 juin 1956.

La «destalinisation» et ses limites

Après le 20e congrès, le «dégel» se poursuivit avec la libération de cinq millions de prisonniers en 1956, une certaine liberté culturelle fut autorisée. On commençait à respirer un peu plus librement.

Mais la «déstalinisation», même partielle, ébranla la société soviétique et surtout, les Démocraties Populaires et on en vit tout de suite les limites, lorsque les travailleurs polonais et hongrois la prirent au sérieux. Si, en Pologne, Khrouchtchev fit confiance aux bureaucrates polonais pour faire retourner les ouvriers au travail, en Hongrie ce fut dans le sang que les chars russes écrasèrent l'insurrection ouvrière.

En URSS même, le 22e congrès, cinq ans plus tard, vit la poursuite de la «déstalinisation» avec le retrait du corps de Staline du mausolée et le retrait des statues et de son nom de toutes les villes, rues, crèches, montagnes même qui en avaient été baptisées.

Mais le «dégel» était déjà terminé à cette époque. Le souffle des révoltes populaires avait ressoudé l'unité de la bureaucratie autour de la nécessité de maintenir un régime dictatorial. Un peu moins dur pour les sommets de la bureaucratie : ceux qui avaient été écartés du pouvoir par Khrouchtchev ne furent plus liquidés comme sous Staline. Khrouchtchev lui-même put apprécier les avantages de ce changement le jour où ses deux lieutenants, Brejnev et Kossyguine, lui demandèrent de prendre une retraite pas vraiment volontaire.

Le PCF et le XXe Congrès

Dans la presse et dans les réunions du Parti Communiste Français, les comptes rendus du 20e congrès avaient bien plus mis l'accent sur les «mérites» de Staline et sur la continuité que sur la dénonciation de ses actes. Cependant, le PCF avait bien dû reconnaître l'existence du «rapport secret» en en publiant, dès le 20 mars, un résumé dans *L'Humanité*, tout en affirmant qu'il s'agissait d'une «affaire intérieure» du PCUS.

Le texte du «rapport secret» fut publié dans *Le Monde* à partir du 6 juin. Les dirigeants du PCF ne voulurent jamais reconnaître son authenticité et en parlèrent toujours comme du «*rapport attribué au camarade Khrouchtchev*».

Aussi, le PCF choisit-il la politique du silence. Il s'en tint à l'explication du «*culte de la personnalité*».

Histoire des Noirs américains au XX^e siècle

de Nicole Bacharan

Pendant des années, pour connaître les espoirs et les luttes des Noirs américains, les lecteurs français ont pu disposer des travaux de Daniel Guérin, qui a consacré plusieurs ouvrages à ce sujet, dont le dernier, *De l'Oncle Tom aux Panthères*, paru il y a 23 ans, est aujourd'hui épuisé.

Le livre de Nicole Bacharan, après un avant-propos qui retrace rapidement l'histoire des Noirs américains, de l'esclavage à 1900, détaille assez simplement les événements de cette histoire, découpée en périodes qui correspondent à la perception des Noirs telle qu'a pu l'avoir la société américaine.

Les Noirs américains reçurent des appellations différentes au fur et à mesure de cette évolution. Après le péjoratif *nigger* («négro»), ils seront, de 1900 à 1941, les insignifiants *coloured people* («gens de couleur»). Puis on les appela *negroes* (mot à mot, les «nègres», mais sans contenu péjoratif, ce que l'on traduit ici par «Noirs» ou «Noirs américains») jusqu'à l'apogée du mouvement pour les droits civiques (1963-1965). La radicalisation nationaliste qui suivit mit en valeur le terme «*Blacks*» comme le slogan de cette époque, du *Black Power* (Pouvoir noir). Aujourd'hui, on dit Africains-Américains.

Le livre retrace donc les différentes étapes de la lutte contre la ségrégation des Noirs américains, qui commença d'abord par des démarches juridiques au début des années 50 et aboutit à une lutte de masse contre cet «apartheid» officiellement aboli le 2 juillet 1964 lorsque le président Johnson signa la loi sur les droits civiques qui interdisait la ségrégation en théorie.

Mais à la différence de Daniel Guérin, militant qui ne cachait pas sa sympathie pour le mouvement noir, et notamment pour la période de sa radicalisation à partir du milieu des années 60, l'auteur est une universitaire dont les jugements et la compréhension politiques sont pour le moins limités.

Sa tolérance et sa compréhension ne vont pas au-delà de la phase où Martin Luther King représente la direction du mouvement noir, c'est-à-dire une phase de conquête par des réformes, qui eut son sens, en permettant à des masses de plus en plus larges, et pas seulement des Noirs, de prendre conscience de leur force, mais qui avait aussi ses limites.

Ph ARC

Après l'assassinat de Martin Luther King, la marche de protestation, le 8 avril 1968, dans les rues de Memphis.

A partir du moment où le mouvement se radicalisa, les préjugés de l'auteur l'empêchent de raisonner. Elle ne comprend pas d'où vient la violence qui va envahir les quartiers noirs des grandes villes. Dans les émeutiers des ghettos insurgés ou les militants noirs les plus radicaux, elle voit d'abord des voyous.

L'auteur ne comprend pas en fait ce qu'on appelait alors «le mouvement», un mouvement qui fut si profond qu'il transforma des délinquants, comme par exemple George Jackson, en militants conscients; au point que la bourgeoisie américaine n'eut de cesse de mettre hors d'état de nuire, d'une façon ou d'une autre, tous ceux qui risquaient de devenir des leaders radicaux écoutés des masses noires, y compris quand ils étaient déjà enfermés dans ses prisons.

Le récit est ainsi émaillé de préjugés, de naïvetés, d'à-peu-près, cependant le livre conserve l'avantage de recueillir les principaux événements de cette histoire, dont le moment fort reste évidemment la période qui va du boycott des bus de Montgomery en 1955 à l'écrasement des Panthères Noires au début des années soixante-dix. Un dernier chapitre, assez rapide, montre que si une partie de la petite-bourgeoisie noire a pu trouver une meilleure place dans la société à la suite du mouvement pour les droits civiques, pour la grande majorité des Noirs américains les conditions de vie ont assez vite recommencé à se détériorer.

Dans cet ouvrage, on peut retrouver des faits, des données. Mais pas vraiment cette lutte qui, dans les années soixante, portait non seulement les espoirs de libération des Noirs américains, mais également ceux de bien d'autres.

Jacques FONTENOY

Histoire des Noirs américains au XX^e siècle, *Nicole Bacharan, éditions Complexe, 336 p., 120 F.*

Un héros ordinaire

de Michele Placido

Pendant les années soixante-dix, un avocat milanais est nommé à la tête d'une banque en faillite pour la mettre en liquidation. Son intégrité l'empêche de jouer le rôle qu'on attendait de lui : liquider l'affaire en douceur sans toucher aux intérêts financiers des puissants et aux combines politiques du gouvernement.

Au contraire, aidé d'un enquêteur financier, il met à jour des mécanismes financiers qui font apparaître la collusion entre l'État italien, le Parti Démocrate-Chrétien, la Mafia des deux côtés de l'océan Atlantique, et... le Vatican. Bientôt, l'avocat reçoit des menaces téléphoniques...

Ce film nous replonge dans un scandale qui avait défrayé la chronique des années soixante-dix. Il avait notamment révélé au grand public les relations bien temporelles qu'entretenait le Vatican avec le monde de l'argent, y compris de l'argent sale, notamment par l'intermédiaire d'un de ses hauts dignitaires, Marcinkus. Un des protagonistes, le banquier Roberto Calvi, avait même été retrouvé mystérieusement pendu à un pont londonien.

Depuis, avec l'opération «mains propres», les Italiens en ont appris bien d'autres sur le comportement des riches et des politiciens. L'ancien leader de la Démocratie Chrétienne Andreotti est même poursuivi pour les liens directs qu'il aurait entretenus avec la Mafia.

Le film n'est pas sans entretenir des illusions sur la possibilité qu'une poignée d'hommes honnêtes au sein de l'appareil d'État puisse suffire pour faire le ménage de la corruption. Quoi qu'il en soit, il vient rafraîchir les mémoires et rappelle que la corruption vient de loin et qu'il y a longtemps qu'hommes d'affaires, politiciens corrompus et mafiosi font bon ménage dans les coulisses de l'État italien.

On aimerait bien qu'un cinéaste de ce côté-ci des Alpes se penche de la même façon sur les coulisses de l'État français pour faire connaître au grand public d'ici les coulisses non moins discrètes de la démocratie bourgeoise française.

J.F.

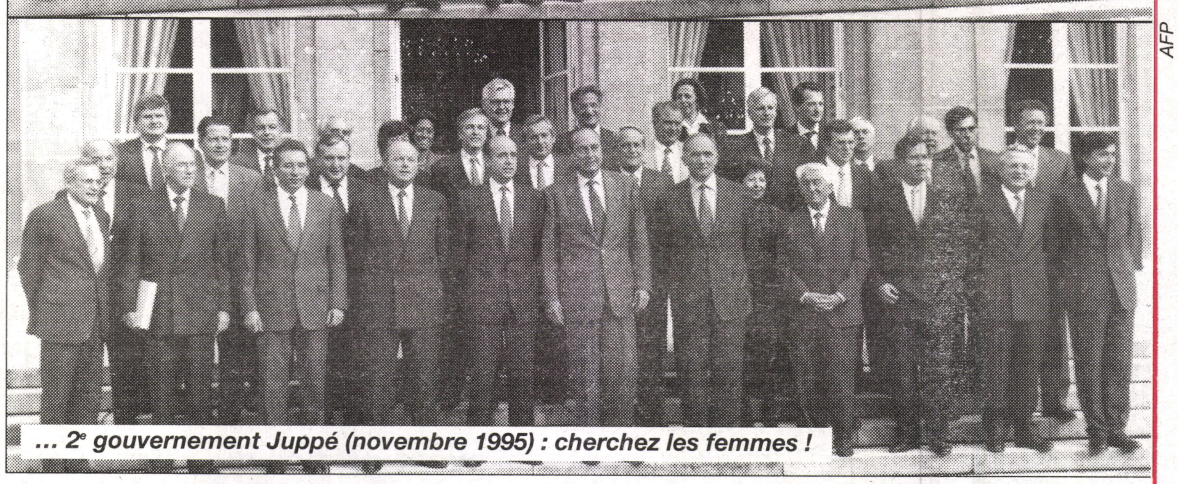
FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE À ANGOULÊME

Samedi 22 juin
de 18 à 22 heures
Domaine de Clairgon

Le « Manifeste des dix pour la parité » et la cause des femmes

1er gouvernement Juppé (mai 1995) : les quelques femmes sont bien en évidence...

AFP



... 2e gouvernement Juppé (novembre 1995) : cherchez les femmes !

AFP

Dix femmes politiques connues, de droite et de gauche, viennent de lancer un « Manifeste des dix pour la parité » et une campagne nationale pour l'égalité des sexes en politique. Elles jugent qu'« *il faudrait atteindre le seuil significatif du tiers des élus de chaque assemblée concernée* », et demandent, « *s'il faut modifier la Constitution pour introduire des discriminations positives* », « *pourquoi pas, sur le sujet, un référendum ?* ».

N'étant pas à une contorsion démagogique près, immédiatement Alain Juppé s'est déclaré favorable – le même Juppé qui, en novembre dernier, à l'occasion du changement de son gouvernement, avait trouvé le moyen de virer la majorité des femmes qu'il avait d'abord nommées – 8 femmes sur le total des 13 ministres évincés alors – au motif qu'« *elles n'avaient aucune représentativité politique, aucun poids personnel dans les partis* ».

Et le socialiste Lionel Jospin n'est pas en reste. En même temps que Juppé, dans le même numéro de *L'Express*, lui aussi se met à prétendre qu'il a « *toujours eu* » la préoccupation de l'égalité des femmes en politique – sauf quand il était ministre de l'Éducation nationale, il faut croire, car il dit aujourd'hui lui-même regretter de ne pas avoir nommé suffisamment de femmes recteurs d'université. « *Pour arriver au but par étapes* », le délai qui lui « *paraît réaliste* » est de… « *dix ans, pour approcher de la parité entre les élu(e)s* ».

Quel touchant consensus !

Monopole masculin

Le problème soulevé n'en est pas moins réel.

Les femmes représentent 52 % de la population du pays. Leur niveau de participation dans les scrutins est le même que celui des hommes. Mais, avec aujourd'hui 32 femmes députées sur 577 (5,5 %), 18 sénatrices sur 303 (5,6 %) (et par ailleurs une seule présidente de conseil général sur 932, et 824 femmes maires sur 33 948), la France est classée bonne dernière des pays de l'Union Européenne, derrière l'Irlande, l'Espagne, l'Italie ou la Grèce.

Mais c'est une vieille tradition. On peut rappeler qu'en matière de droit de vote des femmes, l'acharnement mis à y faire obstacle a déjà valu à la France cette place de lanterne rouge.

Le (mauvais) exemple vient d'en haut, puisqu'au niveau des postes « *laissés à la discrétion du gouvernement* », à la tête de la haute administration, à peine 6 % sont occupés par des femmes.

Les préjugés misogynes, qui sévissent au sein du personnel politique de la bourgeoisie française, ne sont pas seuls en cause, même si force est de constater que celui-ci s'est constitué, depuis ses débuts, en une caste masculine fort peu partageuse, trustant au contraire les sièges et les sinécures. Et le scrutin majoritaire joue son rôle, en entretenant les positions de monopole, qui font des circonscriptions électorales autant de fiefs.

La bourgeoisie a fait de son appareil d'État la chasse gardée de ses membres. Les bancs des assemblées parlementaires ou des conseils généraux ne brillent pas non plus par le nombre d'élus issus des classes populaires. Si les femmes y sont sous-représentées, les travailleurs le sont encore plus ! Mais, en l'occurrence, les préjugés sexistes servent les intérêts égoïstes de ce milieu fermé.

On peut comprendre que des femmes de la bourgeoisie se sentent frustrées par cette attitude réactionnaire (même en militant dans des partis où cette attitude est si largement répandue, elles font le choix de faire passer leur solidarité de classe avant leur dignité d'êtres humains…).

De la « parité » à l'égalité réelle

Cela dit, la démarche des dix femme ministres et ex-ministres qui lancent cet « *appel pour l'égalité des chances et des droits entre hommes et femmes* » est particulièrement étroite.

Elles dénoncent à juste titre le mépris, l'hostilité, qu'elles ont rencontrés parmi leurs collègues masculins, et décrivent en connaissance de cause comment « *les fonctions de représentation et d'exécution sont accaparées par un groupe dirigeant, petit en nombre, extrêmement homogène... stable dans sa composition et peu perméable dans son accès* ». Mais leur appel est avant tout un plaidoyer, « *au nom de l'intérêt national* », et au nom des qualités qui seraient spécifiques aux femmes, lesquelles auraient paraît-il un « *regard* », une expérience et une culture « *qui manquent cruellement au moment de l'élaboration des lois* »…

Les femmes dont elles parlent, ce sont les femmes de la bourgeoisie. Leur revendication débouchera peut-être sur l'instauration d'un système de « quotas » de femmes s'imposant, dans les diverses élections, aux partis qui se disputent le pouvoir ; et il faudrait sans doute au moins ça pour les contraindre un peu (disons, en passant, que pour une formation qui se réclame des idées révolutionnaires, comme la nôtre, il n'est nul besoin de tels humiliants « quotas » pour que les femmes y occupent toute leur place, à tous les niveaux). Une telle réforme permettrait à davantage de femmes magistrates, médecins, économistes, cadres d'entreprise, etc., de mener une carrière politique.

Mais ce genre de mesure, même si elle peut faire qu'il y ait davantage de candidates sur les listes des grands partis (19,6 % seulement du total des candidats députés en 1993), ne peut de toute façon avoir qu'une portée très circonscrite, concernant fort peu les femmes des milieux populaires. Celles-ci se heurtent à de tout autres obstacles, de nature sociale, tout comme les travailleurs hommes d'ailleurs.

D'autre part, lorsque le « Manifeste des dix pour la parité » prétend que « *pour atteindre à l'égalité effective des hommes et des femmes à tous les échelons et dans tous les secteurs de la société française, il faut que le politique donne l'exemple* », dans le sens où l'entendent ses rédactrices, c'est pour le moins un abus de langage.

En quoi la parité hommes-femmes au gouvernement, à l'Assemblée, dans les conseils généraux, etc., constituerait-elle par elle-même, abstraction faite de leurs choix politiques, une promesse d'égalité « *dans tous les secteurs de la société française* » ? Que l'on sache, les pays qui ont eu ou ont des femmes à leur tête, comme l'Angleterre de Margaret Thatcher ou la République d'Irlande, ne sont pas des exemples de démocratie y compris sur le terrain des droits des femmes.

Comme pour d'autres couches de la population victimes d'une oppression sociale – comme les Noirs et les autres minorités ethniques aux États-Unis – les revendications de « discrimination positive » en faveur des femmes sont une fausse solution. Elles peuvent même devenir un piège et un danger : l'égalité réelle, humaine, ne gagne rien à être imposée en vertu de quotas ! Et le principe même risque d'ouvrir la voie à toutes sortes de sources de divisions parmi les opprimés.

C'est pour toutes ces raisons que nous pensons que, si les révolutionnaires sont solidaires de nombre de revendications portées par les courants féministes, s'ils les intègrent parfois dans leur combat (comme par exemple sur la question de la liberté des femmes de disposer de leur corps, qui touche à un principe essentiel concernant toutes les femmes), l'axe de celui-ci n'en demeure pas moins la lutte pour l'émancipation de tous les opprimés, de tous les exploités, qui sera aussi une libération pour toute l'humanité.

Christiane LE GUERN

COMMUNIQUÉ — *L'AVFT, au 25e jour de grève, dénonce les promesses non tenues, les mesures dilatoires, les faux-fuyants du gouvernement.*

Le 7 juin dernier, l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT), engagée, entre autres affaires, dans la défense de cette jeune Ivoirienne, employée de maison, Véronique Akobé, condamnée à 20 ans de prison pour avoir tué l'un de ses violeurs, communiquait :

« Le 7 mai, l'AVFT, après s'être inquiétée pendant cinq mois, auprès du Service des droits des femmes, du blocage de son dossier de subvention, alertait la ministre chargée des Droits des femmes, Me Couderc, de son état de cessation de paiement et des procédures de licenciement économique collectif engagées. Elle exigeait de toute urgence son intervention : malgré la promesse d'une subvention de 700 000 F, l'AVFT n'avait toujours pas reçu le visa du contrôleur financier, seul engagement de l'État permettant de solliciter un prêt bancaire.

« De fait, l'AVFT ne pouvait plus fonctionner. Son travail, subventionné depuis onze années par tous les gouvernements, était de fait saboté, notamment le traitement de 185 dossiers et des 43 procédures judiciaires en cours qui ne pouvaient plus être suivis.

« Le 13 mai, les salariées déclenchaient une grève illimitée. (...)

« Concrètement, la grève des salariées de l'AVFT est un révélateur de l'abandon sélectif des associations de femmes et féministes ; du désengagement de l'État en matière de lutte contre le harcèlement sexuel, les violences et les discriminations à l'encontre des femmes ; de la remise en cause du droit du travail des femmes. (...) »

L'AVFT réclame que « le visa du contrôleur financier soit immédiatement accordé à la subvention pour l'année 1996 et qu'une provision soit immédiatement débloquée ».

Lutte Ouvrière – Directeur de publication : Michel Rodinson – Commission paritaire n° 64-995